

Rouge

**Libertés:
le gouvernement sur
une voie inquiétante**

p. 10

M 1578 N° 1028 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 3 au 9 sept. 1982

I L suffit d'avoir vu à la télévision les images des manifestations qui se sont déroulées en Pologne le mardi 31 août pour se rendre compte de la victoire que viennent de remporter les travailleurs polonais et leur syndicat Solidarnosc.

Car les dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue savaient à quoi il s'exposaient : le pays était quadrillé par la police, la bureaucratie stalinienne n'avait pas cessé depuis plusieurs jours de menacer et n'a pas hésité à tuer.

La presse française — du «*Matin*» au «*Parisien libéré*» — a souvent parlé «*d'émeutes*» comme pour limiter la portée de ces manifestations. Mais il s'agit de beaucoup plus : d'une journée de manifestations appelée, préparée et organisée par Solidarité. Il ne s'agit pas simplement d'une explosion sans lendemain, mais d'une lutte qu'organise depuis plus d'un an Solidarité.



C E pouvoir bureaucratique avait menacé, mais la hiérarchie catholique avait aussi appelé au calme, à ne pas manifester. Et c'est là la seconde leçon de cette journée. Malgré l'appel du primat Glemp, la direction clandestine de Solidarité a maintenu ses manifestations et les travailleurs sont descendus dans la rue.

Les travailleurs polonais se battent pour des droits élémentaires : liberté d'expression, liberté syndicale, libération des emprisonnés. Ils sont prêts, comme ils l'ont montré dans le passé lors des accords de Gdansk, à négocier, à passer «*des compromis*». Mais ils ne sont pas prêts à négocier «*un consensus social*» qui laisse de côté ces droits élémentaires.

Depuis plusieurs mois, des discussions ont lieu dans Solidarité sur la préparation de la grève générale. Nul doute que c'est la seule perspective qui leur permettra de faire avancer les luttes et de préparer une épreuve de force inévitable avec le pouvoir bureaucratique.



N OUS étions massivement mobilisés, il y a un an aux côtés de nos camarades polonais. Aujourd'hui, cette solidarité n'est que plus nécessaire. C'est sur la classe ouvrière internationale que doit compter Solidarnosc et non sur les larmes de crocodile ou les déclarations hypocrites de Reagan.

Pour défendre des droits démocratiques élémentaires qui sont bafoués. Mais aussi pour beaucoup plus : se lever afin de dire haut et fort que le socialisme que nous voulons n'a rien à voir avec la dictature stalinienne qui vient d'assassiner trois travailleurs.

Le destin d'un socialisme international qui ne ressemble ni au stalinisme ni à la social-démocratie se joue aussi là-bas, en Pologne.

Contre la dictature sanglante

SOLIDARNOSCI

vit et combat

**NON
aux
mesures
d'austérité**

p 4 à 7

**AVORTEMENT:
remboursement
par la
Sécurité sociale
comme promis!**

p 8 et 9

POINT DE MIRE

Sujet d'examen
raciste

AU lycée technique Rempart de Marseille, un sujet d'examen pour les BTS « mécanique et automatismes » ignoblement raciste. Qu'on en juge. Il s'agit, dans l'épreuve de français, de commenter un texte qui s'intitule : « *Civilisation occidentale et pays retardés* ». Voici des extraits : « *Le conflit est désormais inévitable entre cette civilisation qui s'abandonne et les pays retardés qui s'éveillent (...)* La "lutte des classes" qui, dans les pays évolués, n'est plus qu'un souvenir historique, s'est transposée au niveau mondial (...) Ce conflit ne se traduira pas nécessairement par une invasion militaire du style "péril jaune", mais plus probablement par une invasion insidieuse dont les détachements précurseurs sont, d'ailleurs, déjà parmi nous. Les affamés, attirés par un tropisme instinctif vers les contrées aux ressources abondantes, viennent tout d'abord y accomplir des besognes serviles. Dès les premiers succès, ils appellent à eux les parents et amis demeurés au pays. Leurs enfants remplaceront ceux qu'on ne veut plus y faire soi-même dans les pays qui les accueillent. Ils en adopteront la nationalité,

en épouseront les filles, entreront dans les municipalités et les parlements. Ils deviendront les maîtres de leurs anciens maîtres. Il ne restera des vieilles nations que quelques souvenirs et une langue atardée en patois.

(...) Ainsi, jadis, les barbares éliminèrent, peu à peu, les patriciens défailants ; et leurs chefs moustachus se firent couronner empereurs de Rome à Aix-la-Chapelle. Il est exclu d'opposer la force à cette marée montante. Ce n'est plus la mode et, d'ailleurs, les peuples occidentaux n'en auraient plus la force. Leur virilité s'est dissoute dans la salive des palabres...

Qui plus est, ce texte est accompagné d'une question à laquelle doivent répondre les candidats qui « ne permet nullement aux candidats une éventuelle critique, mais qui, à l'inverse, suppose admise l'opinion xénophobe de l'auteur », comme l'expliquent les très nombreux professeurs du lycée Rempart qui ont massivement signé une pétition de protestation et ont demandé au ministre et au recteur de l'Académie d'Aix de faire la clarté sur le sujet.

A. A.

JOBERT :
Cocorico !

Michel Jobert, gaulliste et ministre du Commerce extérieur, a pris soin de faire parler de lui en cette rentrée : une occasion de rappeler ses choix fondamentaux lui a été donnée par *le Matin* le 30 août.

Selon lui, sa place au gouvernement est tout à fait justifiée. « *La présence des communistes au gouvernement apparaît comme une élégance de comportement, doublée d'une préoccupation. Le général de Gaulle n'aurait pas agi autrement* (que Mitterrand). » En effet, rappelle-t-il, « *le président de la République disposait d'une majorité parlementaire absolue et n'avait pas besoin de faire appel aux communistes comme à moi-même et à d'autres* ».

Remarquons que Jobert ne diminue pas son importance en se comparant à la place occupée par le PC... Mais résumons aussi les trois raisons essentielles de cette large ouverture dans la composition du gouvernement.

Tout d'abord, en bon serviteur de la V^e République, Jobert explique qu'il a « toujours souhaité que les institutions de la France soient réputées à la disposition de tous et non d'un seul groupe dirigeant ». Notons la formule : il ne s'agit pas de la nature de ces institutions mais de leur « réputation »...

Ensuite pour ce qui est des « *grandes options* », il est satisfait. « *La France est et restera dans un système de compétition internationale ouvert. La liberté de l'entreprise, privée ou publique, a toujours été pour le gouvernement une affirmation essentielle. Le rôle de l'entreprise est reconnu comme déterminant* ». Voilà qui éclaire pour quel objectif il fallait donner solidité et « bonne réputation » aux institutions.

Quant aux « *options géopolitiques* », précise Jobert, « *tout le gouvernement accepte notre présence dans l'Alliance atlantique, tout le gouvernement souscrit à la politique de défense nationale prônée par le président Mitterrand* ».

Constitution, propriété capitaliste, camp occidental... bref, l'essentiel est préservé, souligne Jobert. Ce n'est pas tout à fait un hasard qu'il se fasse entendre un peu plus haut au moment où la pression de la droite et du patronat augmente !

GUADELOUPE
Le secrétaire
de la CGT arrêté
et inculpé

Le secrétaire confédéral de la CGT en Guadeloupe, Max Safrano, vient d'être arrêté et inculpé à Pointe-à-Pitre. Employé à la caisse générale de Sécurité sociale, Max Safrano a récemment participé à la création du Mouvement populaire pour la Guadeloupe indépendante (MPGI) auquel semblent avoir adhéré plusieurs noyaux de militants fa-

vorables à l'indépendance de l'île. En particulier ceux du



Groupe de libération armée de la Guadeloupe. L'arrestation, puis l'inculpation, du secrétaire de la CGT ont eu lieu peu après que quatre attentats aient été perpétrés les 26 et 27 août à Pointe-à-Pitre et aux Abymes, une autre localité de l'île. Une militante syndicale, Virginie Tom, a également été arrêtée, puis inculpée. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'au nom de la lutte contre le terrorisme, la répression s'accroisse dans les DOM-TOM. Il n'y a rien d'étonnant non plus que dans le système d'exploitation coloniale qui y prévaut ce soient les organisations ouvrières qui soient les premières visées.

VIE DE LA LCR
330 participants
aux stages d'été

Sept stages d'une semaine, environ trois cent trente participants dont cinquante pour cent de femmes, une majorité d'employés avec à peu près autant de CGT que de CFDT et une moyenne d'âge entre vingt-cinq et trente ans. Voilà le premier bilan que l'on peut déjà tirer des stages d'été que la LCR a organisés pour ses sympathisants.

Comme chaque année il s'agit de stages de formation élémentaire où à travers une série d'exposés, un long travail en commissions et l'utilisation de vidéo-cassettes, les stagiaires apprennent à mieux connaître et à discuter les positions de la IV^e Internationale, de la LCR et son fonctionnement. Pendant six jours de très nombreux sujets ont pu ainsi être abordés : que ce soit la crise économique, le PC, le PS, les syndicats, la stratégie révolutionnaire, l'histoire du Front populaire, le stalinisme, l'impérialisme ou le mouvement de libération des femmes.

Mais en fait bien d'autres sujets ont pu être abordés notamment en soirée, lors de commissions qui réunissaient tous les volontaires désireux de discuter un thème précis non prévu « au programme ». La richesse et l'intérêt de ces stages, ce furent aussi toutes ces discussions informelles, l'échange d'expériences, la rencontre de sympathisants et militants venus de près de soixante villes et d'horizons très divers.

STRASBOURG
Le local de la LCR
saccagé

Fin juin 1982, le bruit court en Israël que des membres de la diaspora de Strasbourg s'appêtent à manifester contre l'intervention au Liban. Le consistoire de Strasbourg dément officiellement mais la rumeur est exacte.

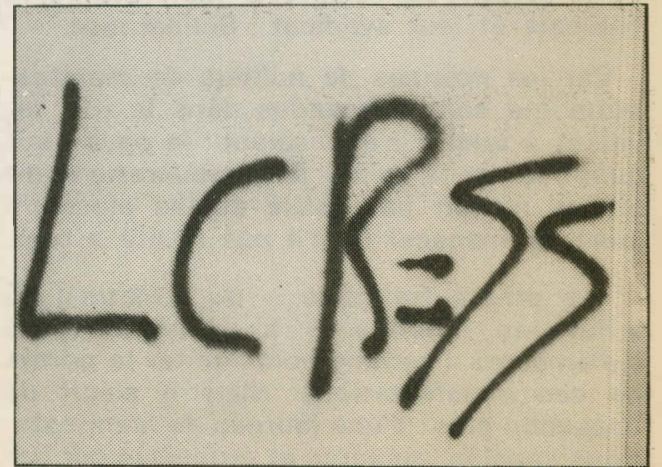
Le 2 juillet, une manifestation réunissant plusieurs dizaines de personnes trouble la seconde communauté juive de France ; sur la banderole de tête, on peut lire : « Des Juifs disent : ISRAEL HORS DU LIBAN. » La veille au soir, la contre-initiative du consistoire n'avait réuni que 3 à 400 personnes (la communauté en

compte plusieurs dizaines de milliers).

Cette division de fait de la communauté provoque la hargne de quelques enragés. Dans la nuit du 10 au 11 août, ces individus ne trouvent pas d'autre exutoire que de saccager le local de la LCR strasbourgeoise, renversant tout sur leur passage, cassant la ronéo, recouvrant les murs d'inscriptions LCR = SS, OLP = SS.

Nous pensons que de tels agissements ne peuvent susciter que la réprobation de la grande majorité de la communauté juive. Quant à nous, ils ne font que nous conforter dans notre résolution. Nous savons qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre.

Correspondants.



Un mur du local de la LCR après l'action du commando du 10 août.

REPERES

Les légitimistes
et la restauration

GISCARD reviendra-t-il ? Lui voudrait se placer. Mais ce ne lui est pas facile, même au sein de son propre parti, l'UDF, alors que le RPR repousse toutes ses offres de « coordination permanente ».

Partant de l'espoir d'un « *Mai 68 à l'envers* » et affirmant qu'il « *faut être prêt à toute éventualité* », il mettrait en avant l'idée d'un « *conseil national de l'opposition qui se réunirait une ou deux fois par mois* ». Le CDS a dit non. Barre affirme « *vouloir travailler sereinement et en dehors des partis* ». Quant à Chirac, il a écarté « *ce cartel des non* ».

Il y a, pour le battu, encore pire que cet écho tactique : au sein de sa propre organisation, une grosse partie des troupes s'interroge sur « *l'opportunité* » de rester groupés derrière un tel candidat « *présidentiable* ». Cela va tellement loin que, à l'approche du congrès de l'UDF, un de ses fidèles a dû s'indigner publiquement : qu'on dise « *taisez-vous* » à l'ancien président de la République serait, selon lui, « *monstrueux* ».

Telle serait pourtant l'intention des « *centristes* » du CDS : si Giscard vient au congrès de l'UDF et s'il y prend la parole, il se relance dans les médias et s'affirmera en candidat. D'où un certain nombre de débats : la légitimité, d'après la droite, n'appartient pas à la gauche. Mais, à droite même, peut-elle appartenir à Valéry ? Ceux qui veulent en ruiner la possibilité, avancent une comparaison historique avec le 19^e siècle : s'il était le candidat à une prochaine présidentielle, cela pourrait donner l'impression d'une sorte de « *restauration* », c'est-à-dire de la volonté de tous les anciens « *nantis* » de reprendre les rennes en main ; avec toute la dimension revancharde que cela comporte.

Comment, en effet, se draper dans une « *légitimité nationale* » en se groupant derrière celui-là même qui a fait faillite ? Mais comment nier la légitimité de la gauche en ayant publiquement honte de l'ancien dirigeant ? Les amis et anciens amis de Giscard ne sont pas au bout de leurs peines entre ces deux questions.

Mais, en attendant, les tacticiens électoraux de l'UDF comme du RPR se penchent avant tout sur les possibilités des municipales. Ils veulent tous « *politiser* » contre le PS et le PC. Et seule cette perspective pourra les réunir, car une victoire en mars 1983 est pour eux indispensable, quelle que soit la forme qu'ils veulent donner à une éventuelle restauration de leurs pouvoirs.

P. R.

Abonnement

Nom
Prénom
Adresse

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél. : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

NON AUX MESURES D'AUSTERITE

MOBILISATION UNITAIRE POUR LES REVENDICATIONS

**IL FAUT GOUVERNER
CONTRE LES CAPITALISTES**

• Le comité central de la LCR vient de se réunir.

Il a discuté de la situation politique et des tâches de la rentrée

• **A neuf mois des municipales, la rentrée est marquée par les mesures d'austérité du gouvernement :**

Blocage des salaires jusqu'à fin octobre suivi d'une « politique des revenus », cotisation-chômage pour les fonctionnaires, restrictions sur la Sécurité sociale, augmentation des frais hospitaliers, coupes dans les budgets sociaux et d'éducation...

Elles traduit un tournant dans la politique du gouvernement : cédant aux pressions du CNPF et des capitalistes européens, il s'attaque aujourd'hui directement au niveau de vie de millions de travailleurs. Mais, pour les patrons les cadeaux continuent (réforme Delors sur l'épargne).

Le gouvernement n'hésite pas à renier les promesses faites aux femmes avant le 10 mai, en repoussant aux calendes grecques le remboursement de l'avortement.

Il prend des mesures contre les libertés sous prétexte de lutte contre le « terrorisme » (contrôle policier renforcé, fichiers).

• **La bourgeoisie manifeste une évidente satisfaction**

Mais le gouvernement, malgré les gages qu'il donne aux capitalistes n'a pas pour autant réussi à gagner leur confiance. Ce qu'ils craignent ce n'est pas tant les intentions de Mitterrand que les réactions des travailleurs qui risquent de lui demander des comptes. Aussi les patrons refusent toujours d'investir et d'embaucher. Le CNPF annonce pour le 14 décembre un rassemblement de masse contre le changement. Le RPR et l'UDF préparent les municipales, dont ils espèrent faire un tremplin pour leur retour au gouvernement.

• **Dans cette situation le mécontentement grandit chez les travailleurs**

Il ne fait aucun doute qu'ils sont dans leur grande majorité contre le blocage des salaires et la remise en cause des acquis. Les critiques du gouvernement sont nombreuses, y compris chez beaucoup de militants du PS et du PC.

Des luttes ouvrières sont donc prévisibles cet automne. Mais si le refus du blocage est général, il ne débouche pas automatiquement sur une mobilisation immédiate et générale dans l'ensemble des entreprises.

On peut comprendre pourquoi : beaucoup d'illusions existent encore sur ce gouvernement. De nombreux travailleurs se disent : « s'ils continuent comme ça, la droite va gagner les élections de 1983 ». Mais ils ne voient pas forcément d'alternative, ni de moyen de peser sur la situation pour renverser le cours des choses, sans que cela profite pour autant à la droite.

De plus, les directions syndicales n'offrent pas la moindre perspective d'action unitaire pour la rentrée. Elles ont condamné le blocage unitaire pour la rentrée. Elles ont condamné le blocage des salaires en juin. Mais elles mettent en veilleuse les revendications de salaires en septembre. La CFDT parle de « droits nouveaux », la CGT du « produisons français » et du « blocage sélectif des prix », FO des « négociations par branches ». Toutes acceptent en fait, malgré leurs protestations verbales, le cadre de la politique gouvernementale. Et échéance des prud'homales nourrira encore la division syndicale.

• **Les axes de bataille de la LCR en cette rentrée sont clairs :**

Non aux plans patronaux de baisse du pouvoir d'achat et de licenciements ! Non aux mesures d'austérité du gouvernement qui cède aux exigences des capitalistes ! Mobilisation unitaire pour imposer la satisfaction des revendications et abroger ces mesures !

Exigeons du PS et du PC qu'ils s'attaquent aux profits des patrons et non aux salaires des travailleurs !

Pour empêcher le retour de la droite au gouvernement, il faut s'en prendre aux capitalistes !

Voilà les idées que la LCR défendra dans ses tracts, les cercles ouverts, les meetings en cette rentrée.

Nous savons que de nombreux travailleurs les partagent. Et nous chercherons à prendre dès la rentrée des initiatives dans les entreprises qui permettent à tous ceux qui sont d'accord là-dessus, quelles que soient leurs divergences par ailleurs, d'exprimer ensemble publiquement leur protestation et leur volonté de voir mettre en œuvre une autre politique

• **Dans l'immédiat, deux batailles centrales sont à l'ordre du jour :**

La première sur les salaires (et de façon plus générale l'ensem-

ble des mesures d'austérité) ; la seconde sur le remboursement de l'IVG.

— **Levée immédiate du blocage des salaires ! Rattrapage immédiat de tout le pouvoir d'achat perdu !** C'est autour de ces objectifs que les syndicalistes lutte de classe exigeront une action unitaire dès la rentrée : les travailleurs n'ont d'autre choix que de taper du poing sur la table pour se faire entendre. Une journée nationale de grève interprofessionnelle de 24 heures avec une manifestation appelée dans l'unité par tous les syndicats, voilà l'initiative que la situation met aujourd'hui à l'ordre du jour.

A ceux qui proposent de négocier une limitation de la progression des salaires, nous disons : Non au système Delors ! Oui à l'échelle mobile ! A ceux qui expliquent : « C'est la crise, l'austérité est inévitable », nous répondons : il faut prendre l'argent là où il est. Impôt sur le capital ! Paiement des milliards de dette patronale à la Sécurité sociale ! Mise en échec des 90 milliards de fraude fiscale ! Réduction draconienne du budget militaire et non des budgets sociaux !

— **Pour le remboursement immédiat de l'IVG à 100 % par la Sécurité sociale**

il faut développer une mobilisation de masse dès la rentrée.

Mitterrand s'était formellement engagé à rembourser l'avortement. Après les manifestations de l'extrême droite et les pressions de l'Eglise, il a abandonné sa promesse. C'est intolérable. Pendant des années, les femmes et les organisations ouvrières se sont battues pour le droit à l'avortement. L'IVG doit être remboursée comme promis.

Le Planning familial, les groupes femmes, l'URP CFDT sont à l'initiative d'une pétition. Elle doit être signée massivement. Ils appellent à une manifestation pour le 23 octobre. La LCR engagera toutes ses forces dans cette mobilisation, qui doit concerner toutes les organisations féministes et ouvrières. En même temps elle développera ses propres explications sur la façon dont cette promesse non tenue trouve sa place dans la politique du gouvernement qui recule devant la droite et sacrifie les femmes sur l'autel de l'austérité : elle montrera qu'il existe une autre voie.

Cet automne, c'est non seulement sur les salaires que des mobilisations contre l'austérité seront à l'ordre du jour, mais aussi sur la Sécurité sociale, le

budget, la cotisation-chômage. Dans les luttes sur l'emploi, la sidérurgie occupera une place centrale. Nous lutterons pour le maintien de tous les emplois et le rejet des plans capitalistes, en défendant l'idée d'une montée des sidérurgistes à Paris. Enfin une échéance apparaît d'ores et déjà importante : celle du rassemblement du CNPF le 14 décembre. La LCR se battra pour que les syndicats et les partis ouvriers y répondent par une mobilisation de masse.

L'enjeu des mois qui viennent est décisif. La mobilisation des travailleurs sera déterminante non seulement pour répondre aux attaques contre le pouvoir d'achat et l'emploi, mais aussi pour peser sur l'issue des élections de 1983.

C'est pourquoi, dans les luttes de cet automne, la LCR interviendra en faisant le lien entre les objectifs immédiats, et l'exigence que le PS et le PC s'en prennent aux capitalistes

• **Les municipales auront lieu en mars 1983. Elles sont très importantes et doivent être préparées politiquement et matériellement dès maintenant.**

Il est décisif que la droite y soit battue. Une victoire du RPR et de l'UDF serait une défaite pour tous les travailleurs. En même temps il est très important que les travailleurs aient le moyen d'exprimer dans cette élection leur désaccord avec la politique suivie par les dirigeants du PS et du PC au gouvernement et leur volonté de voir les choses changer vraiment.

C'est pourquoi la LCR dira dans ces élections : pour battre la droite il faut changer de politique ! Non aux mesures d'austérité ! Satisfaction des revendica-

tions ! Le PS et le PC sont majoritaires, qu'ils respectent le mandat du 10 mai, qu'ils gouvernent contre les capitalistes !

Au deuxième tour elle votera pour les listes dirigées par le PS et le PC, tout en dénonçant la présence de bourgeois radicaux et gaullistes sur ces listes.

La LCR se battra pour une candidature révolutionnaire unique aux municipales. Des listes uniques supposent au préalable une prise de position nette contre un retour de la droite (deuxième tour), et aucun soutien à la politique du gouvernement qui doit être publiquement dénoncée. Elle prendra dès la rentrée des contacts avec Lutte ouvrière et le PCI pour rechercher la possibilité d'un accord. En tout état de cause, elle se donnera les moyens de se présenter seule, si l'accord ne se fait pas.

• **Solidarité avec les travailleurs polonais**

Les mobilisations qui se sont développées en Pologne durant les mois derniers, comme la démonstration de force que vient d'effectuer Solidarnosc le 31 août prouvent l'urgence de relancer dans le mouvement ouvrier français une mobilisation de soutien aux travailleurs polonais.

Les militants de la LCR seront aux premiers rangs de ce développement de la solidarité qui doit se réaliser dans l'unité la plus large pour défendre des droits démocratiques élémentaires.

Ils expliqueront sans relâche que le stalinisme qui sévit dans les pays de l'Est n'a rien à voir avec le socialisme pour lequel ils se battent. Que devant l'alternative souvent posée, stalinisme ou social-démocratie, il existe la perspective du socialisme des conseils ouvriers !

**13 ET 14 NOVEMBRE :
UNE DATE A RETENIR**

Nombreux sont les travailleurs qui dans les luttes actuelles se posent des questions. Comment faire avancer le changement ? Comment agir pour refuser les diktats du patronat, l'austérité et faire aboutir les revendications ? Nombreux sont les militants syndicaux, mais aussi les militants du PS, du PC et du PSU qui pensent que le gouvernement va dans la mauvaise voie, que pour battre la droite, il faut une autre politique.

La LCR a décidé d'organiser le 13 et 14 novembre une rencontre nationale ouverte à tous les travailleurs et aux jeunes qui veulent débattre et agir avec la LCR. Pendant deux jours, 1 500 travailleurs discuteront en assemblée générale et en

commission des moyens de sortir de la crise et d'empêcher le retour de la droite. Dès départ collectifs pour cette rencontre seront organisés de toute la France.

NON

LE CNPF NE DOIT PAS COMMANDER

SATISFAIT du blocage des salaires et des sacrifices imposés aux salariés, Gattaz a profité de son entrevue avec Mauroy pour pousser le bouchon un peu plus loin. Reçu le 30 août, il dictait ses volontés : sortie du blocage des prix dès le 1^{er} novembre, stabilisation des charges sociales et fiscales des entreprises, refus de toute augmentation de salaire en commençant par le SMIC... Faisant comme si la majorité PS-PC avait des comptes à rendre au patronat, il déclarait même que « le gouvernement doit impérativement tenir ses promesses pour éviter l'effondrement de l'économie ».

Il applique ainsi, tout simplement, sa stratégie politique : forcer le gouvernement, par le chantage et les coups de boutoirs corporatistes, à « servir les entreprises » et à ne pas agir dans le sens voulu par les travailleurs. Dans cette voie, de premiers succès apparaissent pour les dirigeants de la bourgeoisie : les sondages traduisent une perte de crédibilité de la majorité pendant que les patrons obtiennent cadeaux et concessions diverses. Ce schéma est bien rodé : user l'adversaire pour mieux se préparer à l'abattre.

Les travailleurs ont donc toutes les raisons de rejeter la politique d'austérité : elle est lourde à supporter et elle ne peut servir que le patronat et la droite.

Mais, nous répondront les défenseurs de la politique actuelle du gouvernement, voulez-vous la faillite des « caisses chômage », de la Sécurité sociale, des caisses retraite ? Et, sinon, où trouverez-vous l'argent qui manque, ces 90 000 millions de francs nécessaires pour la fin 1982 et 1983 ?

CET argument a un grain de vérité : comment dire « non » aux décisions de ceux qu'on a élus voici un an sans dire quoi faire d'autre ? En effet. Mais cela n'est somme toute pas si mystérieux. Et deux ministres — sans en tirer les conséquences pratiques ! — ont donné des indications précieuses récemment.

Laurent Fabius, ministre du Budget, a chiffré le montant de la fraude fiscale : 90 milliards ; soit justement le « déficit » des diverses caisses sociales. Et cela pose une question simple : pourquoi ne pas appliquer des propositions faites par les syndicats des impôts depuis l'été 1981 ?

Le ministre du Budget ignore-t-il que chaque contrôleur des impôts supplémentaire rapporte 60 fois le montant de son salaire annuel ?

Jean Le Garrec, ministre chargé de l'Emploi, a quant à lui indiqué comment ne pas gaspiller d'argent : « Eviter un chômeur indemnisé en créant un emploi, cela économise environ 70 000 francs par an. (« le Monde » du 26 août) » Or, au même moment, les services ministériels reconnaissent que le nombre des chômeurs a augmenté de 13 % en un an, soit environ 250 000. Et cela pose immédiatement une question simple : pourquoi ne pas avoir interdit les licenciements ? Le gouvernement ignore-t-il que cela représente un déficit supplémentaire de 17 500 millions de francs ?

TELS sont les faits. Ils rendent totalement inacceptables les sacrifices et les projets de cotisations que le gouvernement met sur le dos des travailleurs.

Ces deux exemples, bien sûr, ne font pas une politique économique. Mais ils en indiquent la voie : en refusant de laisser agir librement le patronat, les moyens existent pour préserver les travailleurs de l'austérité.

Bien sûr, cela signifie qu'il faut affronter les chantages du patronat au lieu de s'y plier. Mais qui a dit qu'il fallait accepter d'obéir aux amis de Giscard après l'avoir chassé ? Qui a dit qu'il fallait s'agenouiller devant les dirigeants patronaux qui mettent soigneusement de côté 50 % de leurs bénéfices en refusant d'investir ? Ce n'était pas le sens du vote du 10 mai. Ce n'est pas ce qu'attendent les travailleurs : ne montrent-ils pas assez qu'ils sont prêts à se mobiliser contre les exigences patronales ?

En refusant l'austérité qu'exige Gattaz, ils diront non à la politique actuelle de la majorité. Ils diront oui au changement et mettront en échec les calculs de la droite. Ils diront au gouvernement de prendre tous les moyens qui sont en son pouvoir pour que les patrons ne fassent plus leur loi.

Pierre Rème

UNEDIC

PAS DE SACRIFICES POUR LES TRAVAILLEURS

Il y a un an, une formule-choc de Mauroy : il se proclamait « chef de guerre contre le chômage ». Dans les faits, malgré toutes les subventions gouvernementales accompagnant les « contrats de solidarité », 16 % de chômeurs de plus, soit environ 300 000...

D'où l'urgence, d'après l'état-major gouvernemental, d'une lutte, aujourd'hui, contre le déficit de l'assurance-chômage. Avec des précisions, récemment données, tout à fait inquiétantes et scandaleuses : une réforme de l'UNEDIC, des ASSEDEC et de l'ANPE est en préparation pour que la charge du chômage repose davantage sur les travailleurs.

JUSQU'EN octobre, des avances de trésorerie consenties par l'Etat permettent aux ASSEDEC de continuer à fonctionner ; elles seront sans doute prolongées de quelques mois. Au-delà, il faut de nouvelles rentrées d'argent et une nouvelle politique pour la gestion quotidienne des caisses-chômage. Prenant acte d'un « chômage de longue durée dû à des causes internationales », le CNPF a l'ambition d'une véritable réforme de tout le système d'indemnisation et de prise en charge des chômeurs. Quitte, dans un premier temps, à se contenter d'un premier accord de simple aménagement, qui préparerait « une remise en ordre » beaucoup plus vaste.

Chotard, dirigeant patronal pour toutes les affaires sociales, tient en effet avec force au maintien du « cadre contractuel » : il sait parfaitement que la gestion du chômage serait impossible sans la caution des directions ouvrières. Aussi le patronat fait-il des corrections par petites touches en s'assurant d'être suivi par les directions confédérales sans de trop gros remous.

Malgré cette « prudence », cependant, les pilules préparées pour cette rentrée sont bien amères, que ce soit le volet des économies à réaliser ou celui des finances à trouver.

- Au chapitre des ressources, on trouve bien sûr le 1 % à payer par les fonctionnaires dès le 1^{er} novembre, ainsi qu'une augmentation des cotisations pour l'ensemble des salariés. On trouve aussi, fausse symétrie, une cotisation des non-salariés dont on sait d'avance qu'elle ne pourra pas être proportionnelle aux revenus réels de ces catégories.

- Pour ce qui concerne les économies, elles comportent une attaque contre les « faux chômeurs », afin de diminuer le nombre d'allocataires à la charge des caisses.

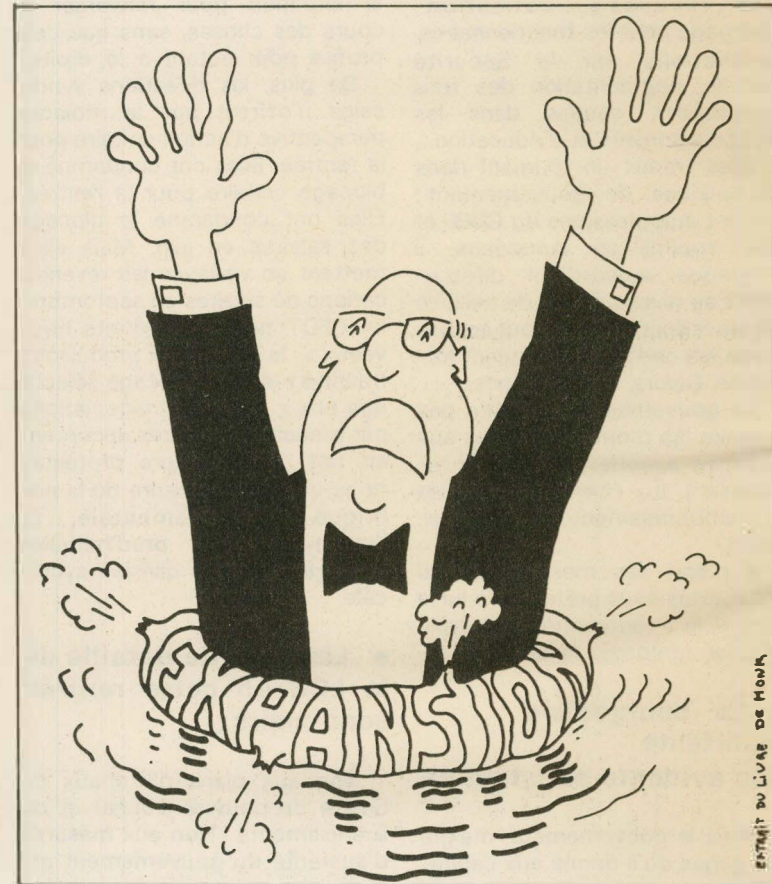
Dans un premier temps, tous les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an vont être convoqués par les ANPE qui devront « examiner cas par cas la situation et organiser des

entretiens individuels avec chacun d'entre eux » (Le Garrec dans *le Monde* du 26 août). On a déjà une idée assez précise de la suite : le système d'assurance-chômage devrait comporter des mesures « incitant à l'embauche »... Autrement dit, faire pression sur les salariés privés d'emploi pour qu'ils acceptent n'importe quel travail de façon à ne pas voir diminuer leur droit à l'indemnisation.

- Afin de moins dépenser toujours, les allocations-chômage seront elles-mêmes rognées de diverses façons :

- ne pas verser d'allocations pendant les jours de congés payés des anciens salariés (bénéfice escompté : 2,4 milliards de francs) ;

- ne pas verser tout de suite d'allocations aux chômeurs qui touchent une indemnité de licenciement (économie de 2,2 milliards de francs) ;



- calcul de l'indemnisation sur les douze derniers mois et non plus sur les trois derniers (économie de 500 millions de francs) ;

- réduire de trois mois la garantie de ressources des retraités pour éviter un risque de « cumul » (économie de 450 millions...);

- exigence d'avoir travaillé plus que trois mois pour qu'un jeune ait droit aux allocations.

Ces mesures, d'allure technique, visent à réduire le système d'indemnisation à un système « d'assistance

aux nécessiteux » étroitement contrôlé. Elles devraient, à moins que le CNPF ne craigne d'aller trop loin, se compléter d'une réforme du calcul du montant des prestations.

Aujourd'hui, en effet, c'est sur la base du « salaire brut », avant retenue des cotisations, que sont calculées les allocations-chômage. Or le projet est de prendre à l'avenir pour base le « salaire net », qui est beaucoup plus bas. Cela, ont calculé les experts du ministère dit « de la solidarité », devrait dégager 4,4 milliards de francs. Là encore, le projet est présenté comme s'appuyant sur le bon sens, d'autant que les chômeurs ne paient pas ces cotisations aujourd'hui... Mais — est-ce un effet de la mauvaise coordination des divers services gouvernementaux ? — il se trouve que depuis le mois de juin une cotisation maladie est payée par les chômeurs (de 1 à 2 % selon

les cas), sauf pour les revenus inférieurs au SMIC...

Voici donc annoncés les premiers projets de « réforme » pour l'UNEDIC. On voit sans peine qu'on est loin d'une simple mesure de « solidarité » visant à une meilleure prise en charge des chômeurs par l'ensemble de la population, salariés ou non. En pratique, au travers de telles mesures, le CNPF veut faire entrer dans les faits que le chômage va durer et doit être à la charge des travailleurs. P. R.

NON A LA COGESTION DU CHOMAGE

CREEE le 31 décembre 1958, l'UNEDIC est le résultat d'un accord entre syndicats et patronat. Et de Gaulle s'empresse de s'en féliciter dans ses vœux du Nouvel An. Il n'y avait alors pratiquement pas de chômage. Officiellement, deux buts étaient donc attribués à l'UNEDIC et aux ASSEDEC : prendre en compte l'arrivée prochaine sur le marché du travail des générations plus nombreuses de l'après-guerre ; éviter, en cas de récession, une chute brutale de la consommation et de la production afin de faciliter le redémarrage de l'économie.

Les fonds dégagés par les cotisations des salariés et des patrons

d'une partie du secteur privé seraient, par souci de « développer les relations contractuelles », gérés paritairement ; en fait l'ensemble était présidé par FO, seul syndicat obtenant les voix des patrons.

Dès 1964-65, une autre fonction apparaissait, que le patronat avait prévue depuis le début : le redéploiement international lié à la restructuration industrielle et les modernisations techniques provoquaient le développement du chômage qui atteint le chiffre de 300 000 en 1968. Le système de 1958 n'en fonctionnait pas moins : les salariés du privé, par leurs cotisations, facilitaient la gestion pa-

tronale de la main-d'œuvre.

Avec la crise prolongée en cours actuellement, en revanche, un déséquilibre insurmontable apparaît : il y a trop peu de cotisants salariés pour des indemnités-chômage trop favorables aux sans-emplois. D'où la réforme en cours d'élaboration, qui vise à conserver « le cadre contractuel », — c'est-à-dire la cogestion du chômage par le patronat et les syndicats ouvriers — tout en changeant la fonction de l'UNEDIC. Au lieu d'indemniser les travailleurs privés temporairement d'emploi, il s'agit d'en venir à une aide aux nécessiteux. P. R.

REVENUS

90 MILLIARDS DE FRAUDE

Le syndicat national des impôts CFDT a publié ses critiques

A l'annonce des mesures de blocage des salaires et des revenus par Laurent Fabius, le scepticisme était grand chez les salariés : ils savent de longue date que les services ministériels savent faire payer... et qui en est de fait exempté en très grande partie.

Le ministre ayant prétendu que « le contrôle du blocage des revenus était dévolu aux agents de la Direction générale des impôts », le syndicat CFDT des impôts a rendu publiques ses critiques. Nous reprenons ici des extraits d'un article du syndicat national des impôts CFDT paru dans « Syndicalisme hebdo » le 19 août.

Si le blocage des salaires est une réalité indiscutable parce que les patrons s'empressent de le mettre en pratique, le blocage ou même le contrôle des revenus non salariaux relève du mythe. Ces revenus sont soit très mal connus, soit volontairement minorés pour favoriser telle ou telle catégorie de contribuables.

A titre d'exemple, il faut savoir que l'administration fiscale ne connaît en moyenne que 23 % des revenus réels des agriculteurs, 44 % des revenus des artisans et commerçants, 78 % des revenus fonciers (propriétaires d'immeubles). Les dentistes ne déclarent en général que les deux tiers de leurs recettes réelles, les agents d'assurances 60 %, les hôtels, cafés, restaurants la moitié.

Ces chiffres sont très officiels ; ils émanent d'un rapport assez ancien du Conseil des impôts mais la situation n'a pas changé depuis, même après le 10 mai 1981. (...) Pour avoir une idée exacte des revenus des Français, il faudrait changer la loi fiscale. A cela, la gauche ne s'emploie que modérément, ayant peur de réveiller des groupes de pression puissants, qui lui sont de toutes les façons hostiles.

Laurent Fabius, ministre du Budget, déclarait récemment devant la presse que le rendement des vérifications s'était accru de 50 % pour le premier trimestre. Il s'agit en réalité de redressements notifiés aux intéressés, dont on sait que la moitié seulement rentrera effectivement dans les caisses (chantage à la faillite, aux licenciements, etc.). Il n'en reste pas moins que la fraude est toujours estimée à 90 000 millions de francs et que les services de base des impôts disposent de moyens notablement insuffisants (22 000 postes nouveaux seraient nécessaires)

Cela dit, malgré les affirmations gouvernementales, les revenus non salariaux ne seront ni bloqués ni même contrôlés, et

cela pour deux raisons simples. D'abord, un revenu, c'est une notion élastique et plutôt floue sur une période de quatre mois.

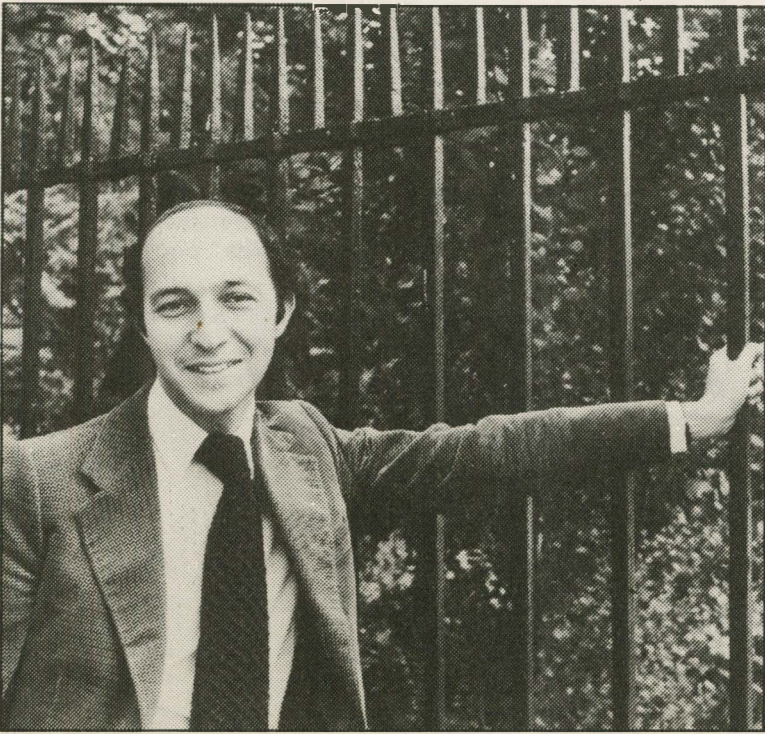
Malgré le blocage des prix, un commerçant peut vendre plus de marchandises et augmenter ses revenus. Il en est de même pour un médecin et pour bon nombre de prestataires de services. Comment bloquer sur quatre mois les revenus d'un notaire payé au pourcentage des affaires traitées ou ceux d'un syndicat proportionnel aux faillites qu'il règle ? Deuxième raison : il n'entre pas dans les attributions des agents de la DGI de contrôler un blocage ou la croissance des revenus, ni même leur provenance. Aucune différence en cela avec les salaires.

Leur travail consiste à vérifier l'intégrité des déclarations des revenus et des rentrées fiscales. L'agent des impôts ne pourra donc avoir une idée de l'évolution des revenus des non-salariés pour 1982 qu'au milieu de l'année 1983, à partir de leur déclaration (...).

Pour ces raisons, il devient urgent de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités et de transformer radicalement les règles de la fiscalité (...).

Ce n'est pas un hasard si, le 2 juillet, les agents des impôts se sont mis en grève contre le blocage des salaires. Non qu'ils soient parmi les plus défavorisés, loin s'en faut ; mais ils sont bien placés pour juger les différences de traitement appliquées aux uns et aux autres.

● La semaine prochaine dans « Rouge », une interview du syndicat national des impôts CFDT.



L. Fabius, ministre du Budget

Fréquence de contrôle pour les entreprises industrielles et commerciales

CHIFFRE D'AFFAIRES	Paris-Banlieue	Province
Plus de 50 millions de francs.....	Tous les 11 ans	
Entre 20 et 50 millions de francs.....	Tous les 10 ans	Tous les 7 ans
Entre 10 et 20 millions de francs.....	Tous les 13 ans	Tous les 11 ans
Entre 5 et 10 millions de francs.....	Tous les 17 ans	Tous les 14 ans
Entre 2 et 5 millions de francs.....	Tous les 25 ans	Tous les 19 ans
Entre 1 et 2 millions de francs.....	Tous les 28 ans	Tous les 23 ans
Entre 500 000 et 1 million de francs.....	Tous les 40 ans	Tous les 31 ans
Moins de 500 000 francs.....	Tous les 56 ans	Tous les 53 ans

Fréquence de contrôle pour les salariés et les non-salariés

Artisans et commerçants :	Tous les 44 ans
Au bénéfice réel	Tous les 19 ans
Au bénéfice réel simplifié	
Agriculteurs :	Tous les 40 ans
Au bénéfice agricole réel	
Professions libérales :	Tous les 23 ans
Au bénéfice non commercial	
Particuliers :	Tous les 3 ans
Contrôle de routine	Uniquement en cas de discordance entre revenus et train de vie
Vérification approfondie	

EPARGNE

UNE REFORME QUI RAVIT LES RICHES

Le gouvernement tient plus facilement ses promesses vis-à-vis des patrons que vis-à-vis des ouvriers. Delors avait annoncé qu'il ferait tout pour que les entreprises aient du fric :

c'est fait. Avec bien sûr des avantages non négligeables pour ceux qui ont les moyens pour épargner sur le long terme. Le journal de droite le Quotidien de Paris n'hésite pas à saluer « l'effort financier consenti par l'Etat en préservant les privilèges fiscaux de l'épargne » malgré l'austérité, et il souligne que « les pouvoirs publics ont préféré

● Avoir fiscal reconduit

Ça ne s'appellera plus ainsi mais crédit d'impôt. La technique est différente mais le résultat est rigoureusement identique, avec un léger mieux pour les contribuables qui étaient juste sous la barre des 60 % d'imposition.

Rappelons pour mémoire que Mitterrand avait promis pendant sa campagne électorale la suppression de cette exonération exorbitante.

épargner tout traumatisme au marché, quitte à sacrifier la justice fiscale ». Les pouvoirs publics en question ont eu moins de scrupules envers le traumatisme des ouvriers en bloquant les salaires et en remettant en question les accords d'échelle mobile des salaires.

René Monory a dit sa satisfaction et y retrouve l'esprit de sa loi. La Bourse a immédiatement réagi favorablement. Mais aussitôt, Monory réclama la liberté des prix et, comme Gattaz, une diminution des charges des entreprises pour que l'épargne soit rentable.

● Des actions Monory au compte d'épargne actions

Là aussi le nom change mais pas la chose. Les souscripteurs ont droit à une diminution d'impôts de 20 % de leurs achats d'actions françaises dans la limite de 10 000 F par an pour une personne seule et de 20 000 F pour un couple, soit une déduction d'impôts de 2 000 F ou 4 000 F selon le cas. Peu de smicards auront cette possibilité !

● Fiscalité des obligations

Il s'agit encore d'un abattement d'impôts. Il est passé de 3 000 à 5 000 F. En clair, il faut déduire 5 000 F des revenus des obligations. Jusqu'à un revenu de 5 000 F l'impôt est donc nul. Cette somme correspond à un capital d'environ 30 000 F d'obligations.

● De nouveaux produits

Les capitalistes appellent ainsi de nouvelles formes d'épargne. Il est ainsi créé des actions qui ne donnent pas droit de vote pour les actionnaires, pour ne pas gêner les plus gros détenteurs d'actions qui géreront l'argent des petits épargnants à leur guise. Ce type d'actions est créé pour les entreprises publiques du secteur concurrentiel et nationalisées.

Voilà une belle innovation.

Les intérêts versés aux actionnaires seront en partie fonction des bénéfices qu'elles feront. Ce sera un bon moyen de pression sur les salariés pour qu'ils modèrent leurs revendications salariales. D'ici que Delors imagine une indexation des salaires sur le rendement de ces actions ! En tout

état de cause, nous voilà renseignés sur la « vocation » des nationalisations : faire des bénéfices et non pas satisfaire les besoins des masses laborieuses.

R. Nasier

Avec les félicitations du Figaro et des Echos

REDRESSEMENT spectaculaire de la Bourse à la suite des décisions de Delors sur l'épargne... Et félicitations de la presse de droite et patronale.

Le Figaro, du 27/8, ainsi, n'y va pas avec le dos de la cuillère : « C'est un bon point pour le pouvoir. Le flair aigu qu'on reconnaît à l'argent vaut bien tous les sondages. » Notant « un regain de confiance », il « analyse les causes » : « D'un point de vue purement technique, aucun mystère. Jacques Delors est parti de l'idée qu'il n'y a pas d'épargne sans profit. » Et bien sûr « il en a déduit une série de mesures »...

D'un « point de vue plus général », en revanche, le Figaro fait « deux observations ». Pour lui, les décisions « contre le terrorisme » et celles pour l'épargne ne sont pas séparables. « Au bout du compte, cas par cas, l'opinion se prend peut-être à constater que le pouvoir, contraint par les réalités, met l'idéologie dans sa poche et son mouchoir pardessus. » D'où une tonalité nouvelle : « Si la gestion appliquée passait

avant les élucubrations révolutionnaires, toute espérance ne serait plus à quitter. »

De ce « bon point » décerné au gouvernement, cependant, la droite n'a aucunement l'intention de passer à une quelconque adhésion à la majorité actuelle. Au contraire pourrait-on même dire à la lecture de la suite de cet éditorial. « Le pouvoir et, d'abord, l'homme qui a reçu mandat de l'incarner, ont encore beaucoup à faire. L'assentiment national ne se conquiert pas en trois clins d'œil (...) Attendons la suite. Les yeux bien ouverts. »

Même tactique de pression pour faire monter les enchères du côté des Echos du 31 août : « Mitterrand va-t-il enfin découvrir que la politique (...) consiste à servir humblement la société telle qu'elle existe, l'économie telle qu'elle vit, les Français, tels qu'ils sont ? »

Notons, quant à nous, que ces « Français tels qu'ils sont », finalement, se réduisent au « flair aigu qu'on reconnaît à l'argent », comme le dit crûment le Figaro lui-même.

SYNDICATS

POUR UNE MOBILISATION UNITAIRE
CONTRE L'AUSTERITE

ATENDRE ? Attendre le résultat des négociations à venir, sur le déblocage des salaires ? Ce sera peut-être en novembre, et ça prendra du temps. En attendant, les prix galopent...

Attendre que les mesures de restriction sur la Sécurité sociale tombent dans les mois qui viennent ? Ce serait bien la première fois depuis des années que les travailleurs ne réagissent pas quand on touche à la Sécu. Attendre que le patronat, devant une classe ouvrière muette, conclue qu'il peut imposer son austérité, ses attaques contre les salaires et l'emploi ?

L'attente, le temps jouent contre les travailleurs. Il semble pourtant que les confédérations syndicales jouent la montre en cette rentrée. CGT, CFDT, FO et FEN ont été à Matignon annoncer leurs positions respectives sur les négociations à venir. Si la CGT annonce une quinzaine d'explication et d'action, elle l'envisage circonscrite à l'entreprise. Pourtant, le bilan de l'été est lourd.

Mais les directions confédérales semblent plus soucieuses de préparer le tapis

vert de futures négociations sur l'étalement du déblocage des salaires. Elles adhèrent peut-être, avec réticence, à reculer, au système Delors. Ce faisant, elles semblent aliéner leur autonomie au détriment des revendications immédiates au profit d'une solidarité gouvernementale.

Les syndicalistes, rentrant à l'entreprise, voient le mécontentement, le passif des re-

vendications non satisfaites, les amputations nouvelles des salaires et de la protection sociale.

Ceux-là savent qu'il faut une riposte, une action d'ensemble. Ils s'étaient levés contre les attaques de la droite giscardienne et contre la répression patronale. Ils sentent qu'il faut le faire maintenant contre les diktats du CNPF, contre l'offensive de la droite revancharde, pour les reven-

dications, contre le blocage des salaires.

Or, avant, pour un oui pour un non, les grèves de 24 heures pleuvaient. Maintenant, les salaires sont bloqués, l'UNEDIC en faillite, la Sécu attaquée, l'inflation galopante, et on ne ferait rien ? Au contraire, il est temps de taper du poing sur la table, de faire sentir à Gattaz, à la droite charognarde que le mouve-

ment ouvrier se défend, lutte, et peut gagner.

Cette riposte est nécessaire. Pour deux raisons : pour imposer aux patrons un rapport de forces tel qu'ils en rabattent sur leurs exigences ; mais aussi pour signifier au gouvernement qu'il doit cesser de reculer devant les exigences patronales, qu'il doit arrêter de gouverner en leur faveur.

C'est ça la tâche des confédérations à la rentrée. Si elles respectent leurs mandats, elles doivent organiser cette riposte par la préparation d'une journée nationale de grève interprofessionnelle. Pour cela, il faut l'unité sur cette base. Que les confédérations se rencontrent et passent ce pacte unitaire pour cette journée.

Un mouvement unitaire d'ensemble, un premier coup de semonce, voilà ce qu'il faut en cette rentrée. Il faut donner la possibilité aux travailleurs de taper du poing sur la table. Non au blocage des salaires, oui aux revendications, oui à l'austérité pour les patrons, c'est cela qu'il faut dire ensemble à la rentrée.

Jean Lantier



BUDGET

« MODERATION » DEVANT LES RICHES
AUSTERITE POUR LES AUTRES

• A peine 20 000 postes nouveaux dans la Fonction publique

DÉFINI le 1^{er} septembre, le projet de budget n'est qu'un volet de la politique d'austérité du gouvernement. Avec un chômage maintenu et aggravé, les dépenses sociales sont lourdes. Comme la « dette publique », héritage des emprunts des années passées. Tout en traînant ces boulets, le gouvernement s'est aussi laissé enfermer dans deux pièges : limiter le déficit à celui pratiqué par les autres puissances économiques en vue d'une défense classique de la valeur du franc ; ne pas faire trop de vagues du côté des nantis à six mois des municipales.

Un petit coup à droite ?

Quelques mesures, cependant, vont faire hurler les privilégiés. Malgré leurs limites. En particulier, l'instauration d'une tranche d'impôts sur le revenu jusqu'à 65 % pour le sommet de la pyramide. Ou encore, l'augmentation d'un taux assez lourd pour les fractions d'héritages dépassant les 10 millions de francs.

Parallèlement, en revanche, on peut noter de nombreux allègements fiscaux favorisant ces mêmes catégories. Le seuil à partir duquel est

calculé l'impôt sur les grandes fortunes a été relevé de 3 à 3,2 millions de francs pour tenir compte de l'effet de l'inflation. Ce seuil étant, en pratique, porte de 5 à 5,4 millions quand les contribuables possèdent des biens professionnels. Cet aménagement devrait donner relativement satisfaction à ceux qui s'étaient sentis menacés par cet impôt dont les dispositions sont telles qu'il permet bien peu d'entrée d'argent dans les caisses de l'Etat. On sait déjà — avant confirmation officielle vers le 15 octobre — que moins de 200 000 personnes ont été ainsi mises à contribution en 1982, pour un montant total entre 4 et 5 milliards...

Annoncées il y a quelques jours, les mesures en faveur de l'épargne (voir p. 5) vont dans le même sens : l'abattement à la base, seuil au-dessous duquel il n'y a rien à payer a été relevé de 3 000 à 5 000 F pour les détenteurs d'obligations. L'« avoir fiscal » — système depuis longtemps dénoncé —, il est remplacé par un mécanisme de « crédit d'impôt » semble-t-il encore plus favorable.

Quant aux mesures exceptionnelles décidées en 1982, elles sont maintenues mais allégées : les con-

tribuables dont l'impôt dépassait 25 000 F devaient verser une majoration de 10 % pour la partie au-dessus de 15 000 F ; l'an prochain le seuil de déclenchement sera de 28 000 F et une majoration de seulement 7 % sera à verser pour la partie d'impôt dépassant 28 000 F.

Pour trouver l'argent qu'on n'ose pas prendre aux riches, il faut des trésors d'imagination. Certains pensaient à une baisse « modulée » du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; mais était-ce « réaliste » l'année même où on veut leur faire payer pour le déficit de l'UNEDIC ? Comment, par ailleurs, augmenter les im-

pôts des autres salariés sans donner l'impression de « faire du Barre » ?

Aussi, comme il n'y a pas de petits profits, ce sont les taxes et impôts sur la vignette (+ 8 % en moyenne) et sur le tabac (+ 8 %) qui sont majorées. En fait de changement, les vieilles recettes !

Dans les divers secteurs de la Fonction publique, en revanche, ce budget promet de créer des situations absolument insupportables. Certaines le seront à cause de leur ridicule : ainsi est-il prévu de faire des économies sur les « frais de fonctionnement ». c'est-à-dire le papier, les transports, l'entretien des

bâtiments ; or, tout cela ne représente que 3 % du budget total et on imagine sans peine le nombre de « notes de service » et de « remarques mesquines qu'il faudra pour économiser — peut être — 10 % de ces 3 %...

Serrer la vis

Mais il y a beaucoup plus grave avec le blocage presque complet des créations d'emplois, qui ne compenseront même pas les conséquences du passage aux 39 heures. Dans l'ensemble de la Fonction publique, en effet, à peine 20 000 nouveaux postes seront créés. Contre 54 000 en 1980 et 71 000 en 1982.

Nous voilà loin des déclarations faites par Mauroy lui-même le 15 juillet dernier. Ne prétendait-il pas que le budget 1983 serait l'un des moyens importants pour « réduire les inégalités excessives de revenus et de patrimoines ? Et que trouvons-nous sinon un budget d'austérité, où il n'est même pas inclus de supprimer radicalement la fraude fiscale des privilégiés, ni bien sûr une réforme radicale des impôts, visant effectivement cette « justice » dont se vantait le Premier ministre ?

P. R.

« La pointe de la pyramide » (1)

520 000	foyers ont un patrimoine supérieur à	2,1 Mil.
246 000		3,9 Mil.
96 000		6,0 Mil.
41 000		8,4 Mil.
17 800		12,4 Mil.
6 800		15,9 Mil.
1 900		30,0 Mil.
335		195,0 Mil.
une quinzaine		1000,6 Mil.

(Les 2 000 plus fortunés sont pour l'essentiel des industriels)

(1) en millions de francs nouveaux



KRASUCKI RETIRE L'ECHELLE... MOBILE

TOUT le monde le sait : le blocage des prix est fictif. Les dérogations se sont succédées au point que l'inflation a suivi son cours : l'indice CGT de juillet indiquait 1 % de hausse. Quant au blocage des salaires, il est réalisé avec une étanchéité absolue. Les circulaires du CNPF et de l'UIMM ont été à cet égard sans ambiguïté. Le gouvernement a négocié cet été avec les représentants patronaux des différentes branches un déblocage des prix dès juillet. Ainsi, les fournitures scolaires, l'alimentation, tout cela va allégrement et librement atteindre des sommets en septembre. Dans cette période d'inflation maintenue et de déblocage des salaires, la CGT se déclare « pour le maintien du pouvoir d'achat ». C'est la une de la VO du 30 août 1982. Fort bien.

Mais comment Krasucki a-t-il défendu ce maintien chez le Premier ministre ?

Sa philosophie générale était : « Tout est en mouve-

Premier ministre, n'a même pas indiqué quel est le montant cégeste du rattrapage des salaires : « On ne négocie pas sur des chiffres immuables, mais en terme de pouvoir d'achat. » Au diable le SMIC à 4 100 F exigé par le 41^e Congrès. Il n'est plus revendiqué qu'à 3 600 F. Mais il y a pire : l'échelle mobile des salaires et des prix est abandonnée au profit du... système Delors. Le même Krasucki indiquait à Matignon : « On peut très bien concevoir un système de négociations et d'accords qui anticipent sur les hausses prévisibles de prix. Tout dépend du moment où se font ces anticipations. Il faut réduire l'inflation. A partir de là, on peut discuter. » Inutile de dire que ce 27 août, Krasucki a, devant Mauroy, admis la police des salaires défendue par Delors. Ce dernier a même indiqué qu'il prévoyait pour 1983 une indexation des salaires sur la base d'une inflation annuelle de 8%...

L'échine souple, pour ne pas gêner l'action gouvernementale, Krasucki n'a pas défendu l'indice CGT ; il a réclamé la



ment, tout peut se concevoir » (conférence de presse du 25 août). Cette précision dans l'objet des négociations est saisissante... Conscient que, selon Louis Viannet, secrétaire de la CGT, 37 % de l'indice INSEE sort du blocage, Krasucki indique néanmoins que le programme d'action de la CGT n'est pas adapté.

Ainsi, l'échelle mobile des salaires, votée régulièrement en congrès (le congrès de Lille du mois de juin a sacrifié à la tradition) n'est, aux dires du secrétaire n° 1, « plus adaptée ». La revendication — l'objectif d'action anti-inflation prioritaire — d'échelle mobile des salaires ne serait pas la réponse adéquate à une situation où les salaires régressent et où les prix galopent ! C'est un drôle de syndicalisme que défend là Krasucki. Le programme d'action ne serait donc qu'un musée, témoin de l'histoire de la CGT.

Krasucki, en visite chez le

création d'un « observatoire des prix ». Dans cette logique, il prône l'intervention des comités d'entreprise et des syndicats dans la formation des prix industriels et commerciaux. Les syndicats sont invités, cette fois conformément au 41^e Congrès, à chasser le gaspillage dans le processus de production. « Nous sommes preneurs d'une discussion sur la tarification des services publics », dira Krasucki pour illustrer son propos. L'obstacle de l'échelle mobile levé, l'abandon d'une revendication salariale chiffrée effectué, reste au leader de la CGT à engager la confédération dans le « qualitatif » cher à Edmond Maire.

Devant la police des salaires préconisée par Delors, Krasucki retire l'échelle mobile des salaires. Cette revendication, malgré les négociations de sommet, sera reprise par des dizaines de syndicalistes.

Jean Lantier



LA CGT AUX COULEURS DE LA FRANCE

VOTRE écolier "made in étranger" ? (les achats de rentrée font-ils tourner nos usines ?) ». Voilà le saisissant dossier que nous propose la prochaine Vie ouvrière du 6 septembre. Depuis Lille, où la CGT s'était réunie en congrès, sa direction conjugue au présent le slogan « produire et acheter français ». Depuis l'instauration d'un gouvernement que la CGT présente comme celui des travailleurs, il est, selon la centrale de Montreuil, progressiste de défendre l'industrie nationale. Avant, l'équipe Giscard-Barre-Chirac n'avait souci que de brader le patrimoine à l'étranger. Cette fois, dans sa ligne Maginot syndicale, la CGT s'immerge dans la défense tricolore de l'économie. Aussi pendant l'été, les syndicats ont été invités à influencer sur les achats de leurs entreprises. La RATP a acheté à Hispano des turbines françaises contre un produit américain. La BNP a acheté de l'électronique Honeywell-Bull contre l'IBM américain. Dans une réunion des fédérations et des unions régionales, le 19 août, Gérard Alezard, pour le bureau confédéral, indiquait qu'un relevé national de ce qui peut être produit ou acheté en France sera confectionné dans les tout prochains jours. Il citait l'exemple d'Amiens, où la CGT interviendra pour que les jeans Lee Cooper soient fabriqués en France...

La Vie ouvrière du 16 au 22 août nous présentait les appareils électro-ménagers, télévisions et chaînes Hi-Fi comme symbole de la présence étrangère sur notre marché. La RFA, les Pays-Bas, l'Italie, le Japon, par leurs productions, viennent prendre le pain de la bouche de l'ouvrier français. Vous, les ouvriers, hollandais, allemands, japonais, vous n'existez plus pour la CGT. La classe ouvrière, elle ne la connaît plus que dans le cadre de l'hexagone. Priorité

aux Français. La CGT veut orienter l'action des syndicats vers une guerre qui n'est pas la leur. Leur vocation, c'est la lutte contre le capital. La CGT dévoie cette lutte pour une compétition internationale pour conquérir les heures de travail disponibles au détriment des autres classes ouvrières. Oubliée pour elle la lutte pour les 35 heures sans contrepartie, lutte européenne et internationale. Il faut piquer le travail aux autres classes ouvrières. Alors, autant de moins à produire dans les autres pays, autant de chômeurs en plus. La CGT invite les syndicats à entrer dans le cycle infernal de la concurrence capitaliste quand tout pousse à l'action internationale des travailleurs, tant il apparaît que la crise est mondiale.

Lutte de classes ou concurrence internationale

La démarche de classe refuse toute immersion dans le domaine de la concurrence capitaliste. S'il y a un recensement à faire, ce n'est pas celui des productions étrangères « souillant » notre sol. C'est celui des besoins sociaux non satisfaits, en plus d'une réduction massive du temps de travail à 35 heures sans contrepartie, en plus d'une attaque frontale contre le profit capitaliste, il est possible de proposer de nouveaux marchés. Ceux correspondant aux besoins de santé (hôpitaux, équipements collectifs, etc.), d'éducation (écoles), de loisirs, par exemple.

Mais ces travaux possibles, pour résorber le chômage, ne sont pas dans la logique capitaliste. Personne ne peut faire comme si cette loi du profit maximum n'existait pas. La CGT n'échappe pas à la loi du système. En proposant la production tricolore de produits fabriqués au pays, elle tente de

contourner cette réalité : la lutte de classes ne passerait plus entre bourgeois et prolétaires mais par nos frontières. « Etablir des inventaires des importations excessives et des productions à développer, rapatrier des productions effectuées à l'étranger », comme le propose la CGT, ce n'est pas seulement déshabiller Paul pour habiller Jacques. Ce n'est pas seulement de l'égoïsme national. C'est faire croire aux travailleurs qu'une rationalisation de la division internationale du travail suffit à procurer des emplois. Comment, une fois ces travaux revenus de l'étranger et les importations limitées, avoir la naïveté de croire que les pays concernés ne prennent pas des mesures immédiates de rétorsion à l'égard de la France ?

C'est une double impasse : impasse de la lutte nationale qui remplacerait la lutte des classes. Impasse de la concurrence inter-classes ouvrières qui ne profite qu'aux patrons. Néanmoins ce que préconise la CGT risque d'avoir un écho réel. Aux syndicalistes lutte de classe de relever le défi.

Jean Lantier

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
11
septembre 82/10 fr.

Sommaire
La double défaite de Beyruth
Le sionisme contre le peuple palestinien
La question juive aujourd'hui
LES REVENUS ET LA FORTUNE EN FRANCE
Bénévoles de la paysannerie française depuis 1945
Artilles : décentralisation ou décolonisation ?

SECURITE SOCIALE

LE PLAN
BEREGOVY

A peine installé dans son nouveau ministère, P. Bérégovoy a tenu à annoncer la couleur par son plan d'économies pour la Sécurité sociale. Il confirmait ainsi que sa nomination répondait à un objectif précis : la mise en place déclarée d'une politique d'austérité.

En effet, quasiment toutes les mesures de son plan du mois d'août concernent le report ou l'annulation de prestations versées aux travailleurs et à leurs familles. Certaines de ces mesures, — telle l'annulation de la franchise postale pour le courrier des assurés sociaux — ont une conséquence financière très limitée mais, par contre, une valeur symbolique et politique importante. Il s'agit de montrer que dans le domaine de la santé et du droit aux soins, les travailleurs feront les frais de la crise.

D'ailleurs, personne ne s'y est trompé ! Les organisations syndicales, les mutuelles ont dénoncé le plan Bérégovoy qui « aggrave les inégalités » (CFDT) ou

« pénalise les assurés sociaux les plus défavorisés » (CGT). Même FO et la CFTC ont protesté. La Fédération mutualiste a bien caractérisé l'enjeu en dénonçant « les mesures qui transforment sur le budget des ménages des charges qui relèvent de la solidarité ».

L'amorce
d'un processus

D'autant que ce premier train de mesures ne représente que l'amorce d'un processus : le déficit prévisible de la Sécurité sociale était de 10 milliards pour 1982 mais de 30 milliards pour 1983. On doit donc s'attendre à de nouveaux tours de vis, soit dans le sens d'une augmentation des cotisations sociales des salariés, soit dans le sens d'une diminution des remboursements. Car parallèlement, le gouvernement ne cesse de réaffirmer que les charges sociales des entreprises ne seront pas augmentées.

Les patrons ne seront pas touchés par la rigueur et la recherche d'économies. Pourtant, c'est de ce côté-là qu'il faut frapper.

Les dettes patronales à la Sécurité sociale représentent 17 milliards, c'est-à-dire plus d'une fois et demie le déficit de 1982. Sans parler des 45 milliards d'indemnités versés aux patrons lors des nationalisations. La Sécurité sociale continue de supporter des charges indues qui relèvent du budget de l'Etat, comme la formation du personnel de santé, et sert de vache à lait aux laboratoires pharmaceutiques. Voilà des économies toutes trouvées, voilà où il faut prendre l'argent.

Car poursuivre dans la voie du plan Bérégovoy et de l'austérité revient à faire payer la crise par ses victimes, avant tout par les plus exploités. La remise en cause de l'engagement à rembourser les interruptions volontaires de grossesse (IVG) en est la dernière illustration. La preuve est ainsi une fois de plus faite qu'en matière de Sécurité sociale et d'accès aux soins, les choix financiers et budgétaires sont des choix politiques entraînant des conséquences immédiates. Faire payer les patrons ou remettre en cause le droit aux soins, tel est l'alternative, une acrobatie financière ne peut l'éviter.

Un scénario
déjà établi

Dans ces conditions, la concertation avec « les partenaires sociaux » (syndicats et patrons) n'est qu'un élément d'un scénario déjà établi. Il s'agit pour P. Bérégovoy, réputé homme de dialogue, fin négociateur, et accessoirement très proche de F. Mitterrand, de faire avaliser l'austérité par les syndicats. Ces derniers se prêtent d'ailleurs à la manœuvre en acceptant le principe pour la protection sociale tout en assortissant de conditions diverses pour faire passer la pilule.

E. Maire préconise plutôt un relèvement des cotisations ; Bergeron une autre solution ; la CGT veut participer davantage à la gestion de la Sécurité sociale. Mais ce que les travailleurs désirent, c'est le droit à l'accès aux soins, sans que cela ampute encore plus leurs salaires, ou, pire, qu'on aboutisse à une limitation autoritaire et forcément inégalitaire de ces droits.

A. Rochal

MESURES

Economies
(en milliards de F)

● Report au 1 ^{er} décembre des mesures sur la vieillesse	0,8
● Report en 1983 des mesures sur les prestations familiales	0,7
● Report améliorations du remboursement de certains produits (lunetterie, audiotrophèse et orthodontie)	1,4
● Moindre augmentation au 1/7 des allocations familiales	1,6
● et de l'allocation logement	0,45
● Blocage honoraires médicaux	1,5
● Blocage prix des médicaments	0,3
● Blocage salaire des personnels hospitaliers et rétention des budgets supplémentaires	1,7
● Modification du remboursement des médicaments de « confort »	0,25
● Décalage du versement des prestations familiales	0,2
● Aménagement de la franchise postale entre assurés et caisses	1
	en année pleine si la suppression de la franchise est totale
● Taxation de la publicité pharmaceutique	?
TOTAL	10

TOUR DE VIS SUPPLEMENTAIRE
DANS LES HOPITAUX

Comme tout plan de Sécurité sociale qui se respecte, celui de Bérégovoy comporte un volant d'économies hospitalières.

Dans ce secteur tellement frappé, rappelons-le, par l'austérité giscardienne qui s'était traduite par le blocage total des embauches, la fermeture de lits et une dégradation importante des conditions de travail, ce genre de dispositif a une résonance sinistre. D'autant que les mesures prises et en préparation ont un fort relent de déjà vu à l'époque de Barrot — ministre de Giscard : suppression totale des budgets supplémentaires qui permettent aux hôpitaux de faire face aux dépenses surgies en cours d'année, suppression des avances

de caisse ; « engagement de modération » à mettre en place.

Ces mesures budgétaires ont une traduction très concrète pour les travailleurs hospitaliers et les malades. Cela signifie moins de personnel, moins de matériel, non-acquisition de moyens techniques nouveaux. Les circulaires ministérielles le confirment d'ailleurs en affirmant : « Compte tenu de l'effort réalisé en matière de création d'emplois dès le mois de juillet 1981, les créations d'emplois susceptibles d'être autorisées en 1983 revêtiront un caractère très rigoureux », et la circulaire insiste sur « une procédure de remise en cause de toutes les dépenses du projet de budget de reconduction

pour 1983 qui n'apparaîtraient pas strictement indispensables au bon fonctionnement » (circulaire du 29/7/83).

En cette rentrée se préparent donc déjà les conditions d'une nouvelle phase de mobilisations des travailleurs et des travailleuses hospitaliers. Mais ils ne sont pas les seuls concernés et touchés : ce sont en effet toutes les couches les plus pauvres, les plus exploitées de la classe ouvrière, les personnes âgées aussi, qui ont le plus recours à l'hôpital faute d'une prise en charge de qualité de leur santé. Ce sont ces mêmes couches qui vont pâtir de l'austérité renforcée qui va se mettre en place.

A. R.

AVORTEMENT REM

Manifestation à Paris le 23 octobre

C'est en plein été, le 2 août, le moment choisi par le gouvernement pour annoncer le report du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. Cette mesure semblait acquise après les déclarations très officielles d'Y. Roudy et de P. Mauroy le 8 Mars dernier. Ceux-ci avaient même avancé à l'époque le 1^{er} septembre comme date de mise en application du remboursement. Aujourd'hui, non seulement le débat n'est pas prévu à la session de rentrée parlementaire, mais il est reporté sine die.

Il n'y a rien qui puisse justifier un tel recul. Les motifs invoqués pour cette décision sont contradictoires et peu convaincants. « C'est pour une raison d'économie... », avance Y. Roudy, il est vrai, d'une manière embarrassée : « Il est des choix déchirants... »

Mais que représentent 200 millions face au déficit théorique des 10 milliards de la Sécurité sociale ? Mais surtout quelle signification donner à ces économies dérisoires faites sur la santé des femmes les plus défavorisées, alors que le gouvernement allège par ailleurs les charges sociales des patrons ? Ce n'est pas pour faire ces choix-là que le PS et le PC ont été élus par des millions de travailleuses et de travailleurs.

Et quand Bérégovoy dit « que ce n'est pas une question d'argent... et qu'il faut tenir compte des familles spirituelles... » c'est indiquer on ne peut plus clairement que le gouvernement ne veut pas heurter la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie et de l'Eglise, celle-là même qui a voté contre la gauche le 10 mai, au détriment de millions de femmes et contre leur volonté exprimée à travers les mobilisations massives qu'il y a eu ces dernières années sur la question du droit des femmes.

Plus grave, cette décision intervient après que plusieurs organisations — dont le MFPP, la CFDT, les groupes femmes, l'ANCIC, le SMG, le CNAFAL — lors d'une conférence de presse, au mois de mai, aient alerté l'opinion sur la dégradation de la prise en charge de l'avortement dans les hôpitaux et la reprise en main des centres d'IVG par les chefs de services de gynécologie obstétrique réactionnaires, comme à Tours et à Lyon.

Aujourd'hui, ce sont tout simplement les acquis de la lutte pour le droit à l'avortement qui sont remis en cause. Il est temps de redresser la barre. Le gouvernement doit revenir sur sa décision.

Si le remboursement de l'IVG n'est qu'une étape dans la reconnaissance réelle du droit fondamental des femmes à disposer de leur corps, c'est une étape décisive et une mesure de justice sociale élémentaire qui doit être satisfaite immédiatement. Pour cela l'ensemble des forces féministes et du mouvement ouvrier doit réaliser l'unité et se mobiliser pour exiger que le gouvernement tienne ses promesses pour le remboursement immédiat de l'IVG par la Sécurité sociale.

Pour sa part, la LCR fera tout pour contribuer au succès de la manifestation du 23 octobre d'ores et déjà appelée par le MFPP, les groupes femmes, l'URP CFDT, l'ANCIC, etc., en faisant signer massivement la pétition unitaire, en participant à la mise en place de collectifs unitaires de préparation de la manifestation nationale dans toutes les villes.

PETITION

Le Planning familial a rendu publique la première pétition issue des réunions unitaires impulsées depuis début mai sur la question de l'avortement.

A ce jour, soutiennent cette pétition les organisations suivantes : CNAFAL (Association familiale laïque), la CSF (Confédération syndicale des familles), la CSCV (Confédération du cadre de vie), le SMG (Syndicat de la médecine générale), l'USM (Union syndicale des médecins), l'URP CFDT, le MLAC, la Coordination des groupes femmes, le Collectif Bichat, le Planning familial.

Le 8 Mars 1982, à l'occasion de la journée internationale des femmes, François Mitterrand, président de la République, annonçait pour la rentrée le remboursement de l'interruption de grossesse par la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, ce débat n'a pas été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et, de ce fait, se trouve remis en cause pour la rentrée !

Le remboursement par la Sécurité sociale est une mesure minimum indispensable de justice sociale ; il est loin de résoudre l'ensemble des problèmes posés par l'avortement, mais la Sécurité sociale est un acquis des travailleurs et nous devons exiger ce remboursement, et nous devons exiger aussi que les engagements pris par le président de la République soient respectés. Les femmes attendent de ce gouvernement qu'il tienne ses promesses.

Pour marquer notre volonté, une manifestation nationale aura lieu le samedi 23 octobre 1982.

Rejoignez-nous !

DANS LES CASERNES ON S'EST BATTU TOUT L'ÉTÉ

MILLE faits ont agité l'armée française cet été. Seulement, peu de monde en est informé car les grands médias ont choisi de mentir par omission. Ils renvoient avec complaisance, ces jours derniers, l'image d'une armée française campée sous les traits martiaux de ce détachement de mercenaires de la légion dépêché le premier à Beyrouth par l'impérialisme. La nature de ces trop fameuses unités d'élite, le régime disciplinaire qui y règne d'ordinaire, la mission réelle qu'elles remplissent à Beyrouth sont autant de sujets sur lesquels la télévision se tait obstinément. De la même manière, les grands moyens d'information sont restés silencieux quand il s'agissait de rendre compte des mauvais coups de l'été portés contre les soldats par l'état-major et le ministère. Cette manipulation grossière de l'information doit être dénoncée en tant que telle.

Au-delà, il faut rétablir les faits, faire connaître les méfaits de l'état-major couvert par Hernu et rendre justice à la combativité des soldats qui n'a pas cessé de se manifester tout l'été.

Contre les saloperies des généraux

Au compte des méfaits de l'état-major, il y eut en premier lieu ces mesures infâmes de « rab disciplinaire » prises à l'encontre de nombreux soldats, frappant en particulier deux dirigeants du collectif national de campagne, l'un de vingt-quatre jours, l'autre de trente jours, de « maintien au corps au-delà de la durée légale ». Le but de ces mesures scélérates est évident : il s'agit de tenter d'impressionner la masse des soldats pour la dissuader d'agir pour ses revendications. Il s'agit d'une atteinte intolérable aux libertés publiques ayant de graves conséquences sur le réemploi et le retour à la vie civile de ceux qui en sont victimes. Jadis, le Parti socialiste comme le Parti communiste s'étaient engagés à supprimer cette pratique scandaleuse... Mais Hernu et Mitterrand sont restés de marbre devant l'appel pressant des soldats sanctionnés. Aussi, c'est à l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques de se donner les moyens qu'il en aille tout autrement pour la libération des classes 81/10 fin septembre et 81/12 fin novembre. Nous n'accepterons pas qu'un seul soldat soit maintenu illégalement dans son unité après la date officielle de libération de sa classe d'incorporation.

Il y eut en second lieu cette nouvelle mesure de répression frappant Hervé Coléou, un autre dirigeant national du collectif de campagne, de quarante jours d'arrêts, ramenés à vingt grâce aux actions de solidarité. Une fois encore, on lui reprochait d'avoir fait signer la pétition pour les 6 mois et les droits démocratiques au 57^e régiment d'infanterie à Souges près de Bordeaux. Il fut arrêté au lendemain même des décisions gouvernementales réformant le règlement de discipline générale des armées à l'oc-

casión du 14 Juillet. Les arrêts de rigueur étant supprimés de l'échelle des peines, l'état-major fit la démonstration de sa capacité à utiliser à son profit les décisions du gouvernement, appliquant à Hervé Coléou la sanction maximale — quarante jours — accompagnée d'une mise au secret de quarante-huit heures et d'une nouvelle mutation au 17^e régiment de génie parachutiste de Montauban. La solidarité ouvrière manifestée à cette occa-

nes. Il revient au mouvement ouvrier et tout spécialement aux militants du Parti socialiste d'exiger qu'il rende des comptes pour ce geste de forfaiture car l'enjeu dépasse de loin le cas de Denis Michard. Il concerne tous les officiers et sous-officiers, d'active ou non, qui se sentent proches des organisations ouvrières et des luttes des soldats du contingent. Que M. Hernu leur préfère les « chefs » de la légion et de la gendarmerie est une chose, qu'il

frappant deux dirigeants nationaux du mouvement. En général, qu'ils soient prochainement rendus à la vie civile ou qu'ils viennent d'être incorporés, l'attitude des soldats ne se dément pas : signer la pétition est pour eux le moyen le plus simple de dire que ça ne va pas, que les choses doivent changer et les revendications les plus urgentes être satisfaites. C'est aussi l'enseignement qu'il faut tirer des diffusions de la pétition qui ont eu lieu dans les

gagnera pas sur les 6 mois et les droits démocratiques sans un effort d'organisation plus grand et sans luttes de masse encore plus larges que celles qui se sont déroulées jusqu'à maintenant. C'est pourquoi les mauvais coups de l'état-major et du ministère n'ont pas atteint leur but véritable, suscitant non la démobilisation, mais au contraire l'espoir d'une revanche prochaine dès que les conditions le permettront, « lorsque les travailleurs seront rentrés et que les autres ne pourront plus nous porter leurs sales coups en douce ». Cela d'autant que la suppression des arrêts de rigueur, comme réponse indirecte du gouvernement à la mobilisation des soldats, pour limitée qu'elle ait été, est perçue dans les chambrées comme une grande victoire proportionnelle à la grogne qu'elle suscite parmi la hiérarchie militaire.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer l'inquiétude des soldats consécutive à l'envoi d'un corps expéditionnaire au Liban. Des unités de divers régiments sont concernées, le recensement d'éventuels volontaires parmi les appelés pour les « missions à l'extérieur » soulève bien des questions. Ce d'autant que l'adhésion inhabituelle de certains officiers supérieurs à la politique gouvernementale est là pour éveiller les soupçons instinctifs.

Tous ces éléments concourent à préparer la relance à une grande échelle de la campagne pour les 6 mois et les droits démocratiques avec la certitude que, pourvu qu'il ne soit pas laissé seul face à ses responsabilités, le mouvement des soldats autour de la pétition peut aller plus loin, beaucoup plus loin que jusqu'aujourd'hui dans les prochaines semaines, dans les prochains mois.

Jean-Louis Michel



Le piquet de protestation organisé devant le ministère des Armées par la LCR et les JCR au milieu de l'été à la suite de l'arrestation d'Hervé Coléou.

sion à Bordeaux, Paris, Nancy et Montauban a fait la preuve de son efficacité malgré les difficiles conditions de mobilisation en plein été. Toute nouvelle mesure de répression contre un signataire de la pétition équivaudrait à une grave provocation à l'encontre du mouvement des soldats et à travers lui à l'encontre de tout le mouvement ouvrier.

Le déshonneur d'Hernu

C'est dans ce contexte que M. Hernu, ministre de la Défense, paraît-il « socialiste », s'est déshonoré devant le mouvement ouvrier en dégradant le médecin aspirant Denis Michard. Ce dernier avait pris une part active à la campagne du collectif pour les 6 mois et les droits démocratiques. Plusieurs fois sanctionné, il a perdu ses galons sur décision du ministre puisque lui seul, au terme du règlement de discipline, a ce pouvoir de « reléguer » un officier au rang de deuxième classe. Par-delà la sanction elle-même, M. Hernu fait un signe aux hommes de droite et d'extrême droite qui peuplent les couloirs de l'état-major : « Ne vous en faites pas, semble-t-il leur dire, je ne laisserai pas se dissocier la hiérarchie militaire, même si je dois pour ce faire casser, dégrader des officiers de gauche. » On savait M. Hernu peu regardant sur les moyens de satisfaire un état-major dont il est devenu le défenseur zélé, mais cette fois il passe les bor-

prétende les faire taire en est une autre que nous ne devons pas tolérer.

« Ils ne nous feront pas taire... »

Cet engagement revient tout au long des communiqués du collectif de campagne, envoyés sans succès à toute la presse durant l'été. Et il est un fait que si des mauvais coups ont été portés contre plusieurs dirigeants de la campagne de masse au sein des casernes, ils n'ont pas eu l'effet escompté par leurs initiateurs. La combativité des soldats, même si elle n'a pas trouvé l'occasion de se manifester de manière spectaculaire hors des casernes, n'en est pas moins réelle en cette rentrée comme en témoignent les informations que nous avons recueillies auprès du collectif national de campagne.

L'arrivée de nouveaux contingents et la libération de la classe 81/08 sont à cet égard plein d'enseignements. Le collectif national estime que plusieurs centaines de signatures ont été recueillies pendant l'été. Parfois, ce sont des soldats de la 82/08 qui venaient juste d'arriver qui envoient plusieurs dizaines de signatures récoltées en quelques jours parmi le nouveau contingent. Ailleurs, ce sont les libérables qui ont boycotté le traditionnel « pot du colonel » en signe de protestation contre les mesures de « rab disciplinaire »

gares à Paris et dans quelques villes de province cet été.

Et puis, il y a ce sentiment, aujourd'hui de plus en plus répandu parmi les soldats, que l'on ne

Un an de service sous Charles Hernu ou le cas exemplaire d'Hervé Coléou

L'année de service d'Hervé Coléou est exemplaire à plus d'un titre : l'impressionnante liste de sanctions que lui ont valu ses responsabilités dans la campagne de masse atteste que, décidément, pas grand-chose n'a changé dans les casernes depuis bientôt dix-huit mois ; elle témoigne aussi d'une inébranlable volonté de se battre, quoi qu'il en soit, pour la satisfaction des revendications les plus urgentes des soldats.

Hervé, originaire de Nancy, fut incorporé au 38^e régiment de transmission à Laval le 1^{er} octobre 1981 soit six mois après la victoire du 10 mai. Dès avant la fin de son premier mois de classe, il est muté pour raisons disciplinaires — la préparation de la campagne pétitionnaire — au groupement des moyens régionaux de Lille où il sera sanctionné à deux reprises pour avoir fait signer la pétition, la première fois de 30 jours d'arrêts de rigueur, la seconde de 30 jours d'arrêts simples. Il sera ensuite muté à l'ERM d'Ors, une petite unité du nord de la France, afin de lui ôter toute possibilité de communiquer avec l'extérieur, y compris

avec son avocat, M^e Brochen, le président du SAF (Syndicat des avocats de France).

Entre-temps, Hervé participe à toutes les initiatives centrales du collectif de campagne (conférences de presse, journée d'action, 1^{er} Mai, etc.), ce qui lui vaut une nouvelle mutation, cette fois au 57^e régiment d'infanterie de Souges à côté de Bordeaux. C'est là que fin juillet il sera une nouvelle fois sanctionné, pour avoir fait signer la pétition, de 40 jours d'arrêts, désormais la sanction maximum prévue à l'échelle des peines, et muté au 17^e régiment de génie parachutiste de Montauban. Grâce aux actions de solidarité, sa peine sera réduite de moitié mais Hervé qui, en bon soldat, puisqu'on l'a envoyé là réclame de recevoir une formation parachutiste sera l'objet de vaines pressions du commandement pour qu'il s'engage « volontairement » à rester au corps au-delà de la durée légale. En effet, il reste à Hervé un mois de service à effectuer au terme de la loi et d'ici là... la solidarité ouvrière doit le protéger contre toute nouvelle basse vengeance de la hiérarchie militaire.

J.-L. M.

LES ESCARMOUCHES D'UNE GUERRE ECONOMIQUE

L'UNANIMITE de façade au sommet de Versailles paraît bien loin. Tout au long de l'été, les escarmouches d'une véritable guerre commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis se sont multipliées. Le 18 juin, Ronald Reagan annonçait l'extension aux filiales européennes et aux sociétés travaillant sous licence américaine des mesures d'embargo décrétées après le 13 décembre 1981 en Pologne, sur les équipements destinés au gazoduc qui reliera prochainement la Sibérie au vieux continent. La France et les autres gouvernements européens concernés décidaient de passer outre. Le 23 août, le ministre de l'Industrie réquisitionnait la société Dresser-France et l'enjoignait d'honorer comme prévu le contrat prévoyant la livraison à l'URSS de vingt et un compresseurs. Riposte de Washington : l'interdiction faite aux firmes américaines de fournir à Dresser-France et à Creusot-Loire (société qui fabrique des compresseurs sous licence Cooper) de la technologie ou du matériel.

L'administration Reagan poursuit deux objectifs. D'une part, il s'agit d'exploiter et d'aggraver les difficultés économiques de l'URSS en la privant des devises que la mise en service du gazoduc devrait lui rapporter. Richard Pipes, conseiller de la Maison-Blanche pour les affaires soviétiques, confiait récemment à l'hebdomadaire *Newsweek* que le Kremlin se trouvait dans une situation analogue à 1921 et à 1953. D'où la tentative de conjuguer l'accélération de la course aux armements — qui a de lourdes conséquences sur l'appareil productif soviétique — avec un embargo économique et technologique pour contraindre Moscou à des concessions décisives dans le cadre d'un marchandage international. Mais il s'agit aussi de réaffirmer brutalement la position dominante de la citadelle US et de contraindre les bourgeoisies moins fortes à s'aligner, fût-ce au détriment de leurs intérêts vitaux. Le vice-président Bush vient d'ailleurs de l'exprimer nettement : « Désolés, les Etats-Unis sont le leader du monde libre et ils recommencent à se comporter comme tels. »

CETTE épreuve de force ne constitue qu'un aspect du contentieux qui oppose Washington à l'Europe occidentale. Parallèlement, les producteurs d'acier soumettent les exportateurs européens à des droits compensateurs exorbitants. Pour rétablir leur balance commerciale, les USA accumulent les obstacles douaniers et les tracasseries non tarifaires. Ils ne cachent pas leur intention de renégocier les accords commerciaux internationaux dans un sens qui leur soit favorable. Une telle situation n'est que l'expression de la récession qui frappe le monde capitaliste. Comme toujours en pareil cas, celle-ci accentue la concurrence entre impérialismes et pousse les différentes classes dominantes à recourir aux pratiques protectionnistes.

En décrétant unilatéralement l'embargo, Washington cherche à entamer les capacités commerciales et les marges de manœuvre de la CEE et à la rendre plus vulnérable à l'offensive du capital américain pour sortir de sa crise. Si cette affaire a pris un tour si vif, c'est en raison de ses enjeux particulièrement élevés. La fourniture à sept pays de 40 milliards de mètres cubes par an de gaz sibérien est loin d'être négligeable dans le contexte actuel de crise énergétique. En outre, les contrats passés par des firmes européennes dans le cadre de la construction du gazoduc représentent 20 milliards de francs et l'équivalent de 20 millions d'heures de travail. Ce qui s'avère décisif pour équilibrer les balances commerciales au moment où s'intensifie la lutte sur le marché mondial. Les Européens étaient d'autant moins disposés à céder à Reagan que les échanges entre l'URSS et les USA ont progressé de 71 % du fait notamment de la reprise des exportations de céréales.

UNE chose est certaine : ce bras de fer au sein du monde impérialiste sanctionne l'échec des gouvernements européens au sommet de Versailles et tout particulièrement de François Mitterrand qui, au nom de la cohésion du camp atlantique, avait plaidé pour l'assouplissement des positions américaines. Aujourd'hui, les dirigeants français se voient contraints d'assumer l'affrontement — soutenu par Schmidt et Thatcher. Mais toutes les mesures prises n'auront qu'une faible portée tant qu'on respectera scrupuleusement les mécanismes du marché capitaliste international et qu'on préconisera, comme vient de le faire Jacques Delors, les pourparlers en coulisses. Car ceux-ci ne connaissent qu'une loi : celle du plus fort.

Il demeure néanmoins que ce différend marque toute la difficulté pour l'impérialisme dominant d'imposer ses vues dans la situation économique présente. Comme l'indiquait tout récemment le « *Washington Post* », ce qui devait conduire à l'épreuve de force Est-Ouest « est devenue une épreuve de force entre les Etats-Unis et leurs alliés européens ».

Christian Picquet

MOYEN ORIENT



APRES LA GUERRE ISRAËLIENNE LA PAIX AMERICAINE ?

LES combattants palestiniens avaient à peine commencé d'évacuer Beyrouth que la diplomatie américaine, s'appuyant sur l'« acquis » du plan Habib, engageait une offensive majeure au Moyen-Orient. Missions diverses dans la plupart des capitales arabes, invitation de Sharon à Washington et, surtout, tournée de Caspar Weinberger, le secrétaire à la Défense, avec escales à Beyrouth et Jérusalem, en sont les manifestations les plus immédiates et les plus visibles. A l'évidence Reagan est convaincu que s'il veut imposer la « paix américaine » dans la foulée de la guerre israélienne, s'il veut bénéficier de tous les avantages acquis grâce au Blitzkrieg israélien, il doit agir vite.

A court terme, tout projet de stabilisation impérialiste de la région passe d'abord par une stabilisation même relative du Liban. La prétendue élection de Gemayel à la présidence de ce pays prend, dès lors, toute sa signification. D'autant que l'on sait maintenant qu'elle a été imposée — et dans le cas de certains députés, achetée — par l'ambassade US de Beyrouth. Pour tenter d'asseoir mieux l'autorité du nouvel « élu », pour le faire accepter par une population épuisée par des années de guerre, des plans de reconstruction du pays impliquant une aide globale s'élevant à plusieurs milliers de dollars sont hâtivement élaborés. « Aide » qui n'est en rien philanthropique : elle ne devrait pas seulement permettre de s'assurer la collaboration de secteurs significatifs des musulmans libanais, mais aussi de rétablir l'économie libanaise, à base de commerces et de services, dans son rôle traditionnel de relais pour le déploiement des intérêts impérialistes dans la région.

En perspective, les Etats-Unis veulent créer les conditions qui permettront au Liban de Gemayel d'entamer un processus de paix séparée avec Israël. Processus qui garantirait l'intangibilité et la sécurité des frontières nord de l'Etat sioniste et jetterait les bases d'une collaboration entre deux de leurs alliés. A partir de là, il deviendrait possible d'amener l'Arabie Saoudite, la Jordanie et éventuellement même la Syrie à participer à une négociation inspirée de celle menée à Camp Da-

vid entre Egyptiens et Israéliens sous patronage américain...

Le contexte régional est indubitablement plus propice qu'il ne l'a jamais été ces dernières années aux initiatives impérialistes. Les obstacles sont néanmoins considérables ; il y a loin de la coupe aux lèvres !

Des obstacles considérables

Au Liban d'abord. La promotion imposée de Gemayel reste une victoire précaire. Ses appuis internationaux ne suffiront pas, à eux seuls, à asseoir son autorité sur l'ensemble des communautés qui constituent le Liban. Ce chef de clan, qui doit en premier lieu son ascension à la puissance de feu des troupes sionistes et qui est décidé à en finir avec la gauche libanaise alliée aux Palestiniens dans Beyrouth-Ouest, paraît plus capable de se lancer dans une nouvelle guerre civile que de contribuer à l'unité et à la stabilisation du pays telle que la souhaite l'impérialisme. Sera-t-il en mesure d'être une garantie suffisante à la fois aux yeux des Syriens et des Israéliens pour qu'ils retirent progressivement leurs troupes et évacuent finalement le pays ? Rien ne permet, aujourd'hui, de l'affirmer...

Les régimes arabes réactionnaires sont évidemment tout disposés — comme ils l'ont toujours été — à contribuer à la réalisation des plans impérialistes. Il y va de leurs intérêts et même, dans le long terme, de leur survie. Mais, pas plus qu'avant l'invasion du Liban, ils ne peuvent le faire dans n'importe quelle condition et à n'importe quel prix concernant la question palestinienne. Il est toujours aussi nécessaire que les Etats-Unis arrachent quelques concessions à Begin et Sharon. Concrètement, qu'ils obtiennent la possibilité de créer un Etat-croupion palestinien dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza. « Etat » qui serait « vassalisé » conjointement par Israël et ces régimes arabes réactionnaires ; « Etat » qui ne serait pas le produit de l'exercice par le peuple palestinien de son droit légitime à l'autodétermination et à gérer ses propres affaires ; « Etat » qui ne serait donc en rien une solution à la question palestinienne mais qui permettrait à tous les alliés arabes de l'im-

périalisme de justifier leur reconnaissance de l'Etat sioniste tout en sauvant momentanément la face vis-à-vis de leurs peuples. C'était là le sens et l'objectif du « plan Fahd » avancé dès l'année dernière par la monarchie saoudienne et dont, significativement, on reparle à nouveau depuis la défaite palestinienne et alors que se prépare un nouveau sommet arabe à Fès.

Intransigence israélienne

L'intransigence des dirigeants sionistes, farouchement hostiles à tout projet prévoyant la création d'un « Etat » palestinien quel qu'il soit et engagé dans l'annexion pure et simple des territoires occupés, reste, à ce niveau, le principal obstacle. Cette intransigence semble même s'être renforcée ces dernières semaines. Les déclarations provocantes de Sharon faites la semaine dernière à New-York en sont la preuve : une évacuation des territoires occupés est, selon lui, « totalement exclue » ; en contrepartie, il propose que la Jordanie du roi Hussein se convertisse en pays d'accueil pour les Palestiniens !

La conjoncture favorable à l'offensive impérialiste dans l'Orient arabe ne signifie en rien que les obstacles traditionnels à une « stabilisation » de la région aient été levés. Ils subsistent dans la mesure où ils ont pour origine directe la question palestinienne à laquelle les plans impérialistes n'apportent aucune solution. Ils subsistent d'autant plus que malgré leur défaite, les résistants palestiniens, par leur courage dans les combats et leur dignité dans le repli, ont réussi, plus que jamais auparavant, à affirmer la réalité de leur identité. L'accueil populaire reçu — de Tunis à Damas — dans leurs nouveaux pays d'exil prouve combien leur rôle d'avant-garde dans le combat pour la libération et l'émancipation nationale reste profondément ancré dans la conscience des masses arabes. La folie meurtrière de Begin et Sharon ont bien servi la cause impérialiste dans cette région stratégiquement décisive, mais la « pax americana » n'y est pas encore pour demain.

Jean-Pierre Beauvais

BOURSE PAR LA SECU COMME PROMIS

à l'appel du Planning, des groupes femmes, de l'URP-CFDT, etc.

DES mobilisations du MLAC à la marche des femmes du 6 octobre 1979 et celle des collectifs unitaires du 24 novembre 1979, c'est la même exigence qui est réaffirmée à un niveau de masse depuis dix ans, celle du droit pour les femmes de choisir d'avoir ou pas des enfants et de disposer librement de leur corps. Que de chemin parcouru depuis 1971, depuis le Manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté ou avoir aidé d'autres femmes à avorter. Cette revendication a été reprise par les syndicats, elle est inscrite dans les programmes des partis de gauche.

La participation de syndicats et de nombreuses sections CFDT, CGT et FEN à la manifestation des collectifs unitaires du 24 novembre 1979 a montré que cette revendication fondamentale des femmes rencontrait un écho important dans le mouvement ouvrier organisé, malgré l'attitude de division adoptée, par les directions syndicales.

Aujourd'hui, face au revirement du gouvernement sur le remboursement de l'IVG, l'ampleur et la vivacité des réactions de la part des mouvements féministes et du mouvement ouvrier viennent de confirmer à quel point cette exigence est plus que jamais présente.

Les mises en garde de la hiérarchie catholique

Il n'y a que les mouvements d'extrême droite et la hiérarchie catholique pour se féliciter de cette décision et pour saisir l'occasion de manifester une fois de plus leur opposition au droit à l'avortement. Ainsi en est-il de la déclaration de l'archevêché de Paris qui rappelle que Mgr Lustiger avait mis en garde contre le remboursement : « Il y a une pression terrible exercée sur les mœurs. Ce qui est légal devient moral. » Plus éclairante encore est celle du « Comité pour sauver l'enfant à naître » : « Les pouvoirs publics ont su prendre leurs responsabilités. Mais on doit renoncer à rembourser l'IVG non parce que cela coûterait trop cher à la Sécurité sociale mais (...) parce que l'avortement supprime la vie d'un enfant. »

Par contre, les réactions des mouvements féministes et des organisations du mouvement ouvrier sont unanimes : déception, indignation, protestation. La prise de position la plus ferme et la plus combative vient du Planning familial qui se bat depuis plus de dix ans pour la reconnaissance du droit à l'avortement pour les femmes sans aucune restriction : « Le remboursement de l'IVG constitue un minimum indispensable de justice sociale. » Aussi le MFPF appelle-t-il à une « mobilisation massive dès la rentrée pour exiger du gouvernement qu'il tienne ses engagements ». Et le mouvement Choisir parle « d'abus de confiance de la part d'un gouvernement que les femmes ont contribué à mettre au pouvoir ».

Du côté des organisations syndicales les réactions sont également vives, bien que restant plus que prudentes quant à

l'engagement dans la lutte. Il n'y a pour le moment que l'URP-CFDT qui appelle à la manifestation unitaire de la rentrée. Malgré cela, les déclarations tant de la CGT que de la CFDT reflètent un désaveu de la décision du gouvernement.

La CFDT déclare : « Consciente de la nécessité de maîtriser les dépenses de l'assurance maladie de la Sécurité sociale, la CFDT ne peut pour autant accepter que les équilibres financiers conduisent à sacrifier une réforme liée au changement de la condition des femmes dans la société. D'autres choix sont à faire. »

Thérèse Poupon, secrétaire de la CGT, dans une déclaration reproduite dans la Vie ouvrière du 16 août affirme que « les prétextes invoqués pour expliquer le report de cette mesure ne pèsent pas très lourd, comparés au préjudice subi par un trop grand nombre de femmes. La lutte contre les inégalités implique donc que dès septembre prochain l'Assemblée nationale soit saisie du projet de loi qui fixe les modalités du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ».

La FEN quant à elle, estime « regrettable que soit ainsi différée cette mesure prioritaire tant attendue par un grand nombre de femmes ». Elle « réaffirme avec force son exigence que soit réellement reconnu d'urgence le droit absolu des femmes à disposer d'elles-mêmes ».



Reste à savoir si ces diverses déclarations vont être suivies d'engagements concrets dans la lutte ou si les directions syndicales vont s'arrêter à ces désaveux et cautionner implicitement la « la politique de rigueur » du gouvernement.

Il est possible en tout cas, et il est urgent car le temps presse, que les militantes et les militants des syndicats mènent le débat pour que leurs sections prennent position et appellent à participer à la manifestation unitaire du 23 octobre.

Par contre, les réactions au report du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale sont nettement moins claires de la part du PC et du PS. Ceux-ci se préparent sans autre formalité à entériner tout simplement la décision du gouvernement. Ainsi peut-on lire dans les pages de l'Humanité du 6 août : « Un report a donc été décidé. Une consultation aura lieu à l'automne. Il importe qu'ensuite le Parlement soit vite saisi d'un projet de loi entérinant une bataille que nombre de femmes croyaient gagnée. » A ce train-là, les femmes attendront longtemps le remboursement !

Les déclarations du PS sont du même ordre et pires encore si l'on se souvient que ce parti avait participé à la lutte dans les collectifs en 1979. De ses positions d'alors, il ne reste plus grand-chose. Et si le secrétariat national aux luttes des femmes du PS demande au gouvernement « de s'engager à déposer

dans des délais précis le texte de loi permettant le remboursement par la Sécurité sociale de l'IVG », par ailleurs il affirme « comprendre » qu'il « puisse être nécessaire de retarder l'application de cette mesure par souci de rigueur budgétaire, mais ce retard ne doit en aucun cas être signe d'une remise en cause ».

Le PC et le PS ont en bonne place dans leur programme le droit des femmes à l'avortement et son remboursement par la Sécurité sociale. Le groupe parlementaire socialiste avait même déposé en juin 1979 une proposition de loi prévoyant la gratuité des IVG. Puisqu'ils sont majoritaires à l'Assemblée, il est de leur responsabilité aussi d'imposer que cette mesure soit prise immédiatement. Sans quoi des millions de femmes et de travailleurs les jugeront à leurs actes,

Sonia Folloni

« SOLIDARITE GOUVERNEMENTALE OBLIGE »



C'est Yvette Roudy qui a confirmé dans le communiqué du 2 août la décision du gouvernement de différer le remboursement de l'IVG. Malgré certains aspects sybillins de son communiqué qui peuvent faire penser qu'elle juge le revirement du gouvernement mal venu : « Ces difficultés budgétaires surviennent malheureusement à un moment où la loi elle-même s'avère de plus en plus difficile à appliquer, où un nombre de plus en plus grand de femmes en arrivent à recourir à des solutions regrettables, soit qu'elles aient repris le chemin de l'étranger, soit qu'elles en viennent à l'intervention clandestine ou improvisée dans les pires conditions d'hygiène et de sécurité. » Il n'en demeure pas moins qu'elle se met elle-même en première ligne pour justifier la décision du report alors que le remboursement constituait, aux dires du ministère des Droits de la femme, un objectif prioritaire pour cette année.

« Solidarité gouvernementale oblige », dit la même Y. Roudy. Mais il arrive un moment où il est difficile de concilier ce qui ne peut être conciliable. C'est pourtant ce qu'essaye encore de faire Y. Roudy qui poursuit avec ces propos effarants : « En vérité, nous avons souffert de la naïveté des femmes qui se sont laissées anesthésier en pensant qu'on ferait tout pour elles. Les femmes ne nous ont guère appuyés dans nos initiatives, et nous en avons souffert. »

Est-ce qu'Y. Roudy pense être dans la rue pour manifester avec les femmes et les travailleurs le 23 octobre prochain, après la caution totale qu'elle apporte au gouvernement dans sa décision ?

(1) LES REVOLUTIONNAIRES FACE AU TERRORISME

VIOLENCE ET LUTTE DE CLASSE

POUR les commentateurs, la flambée actuelle d'actes terroristes est une véritable aubaine. Elle est l'occasion de relancer une véritable campagne idéologique. « Le terrorisme, écrivait O. Chevillon dans *Le Point* du 30 août, demeure, bien entendu, ce qu'il fut en tout temps — une forme de folie — mais n'est-il pas devenu également l'auxiliaire inconscient d'une diplomatie ? En arrosant d'armes et de roubles toutes les variétés de pistoleros, les Soviétiques cherchent sans doute à se donner un moyen de pression ou de chantage supplémentaire sur les démocraties européennes. »

Pérorer à l'infini sur la centaine d'attentats commis à Paris depuis un mois permet d'occulter cet autre terrorisme que pratiquent, sur une échelle bien plus vaste, les possédants contre les opprimés. Pour sauvegarder et maintenir leur domination, les classes dominantes recourent à la violence. L'histoire prouve qu'elles ne reculent devant aucun moyen. Notre propre bourgeoisie a montré dans les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie de quoi elle était capable. Mais il ne s'agit pas là d'une situation propre à des luttes de libération ou à des guerres civiles. Au sein même des métropoles impérialistes, dans les Etats qui se veulent les plus démocratiques, c'est par la violence que les nantis s'assurent la soumission de la population laborieuse : violence de l'exploitation face à laquelle tout progrès social significatif doit être arraché par la lutte ; violence des appareils militaires et policiers, des commandos travaillants pour dissuader les travailleurs de se battre...

Dans ce cadre, les exploités n'ont souvent d'autres possibilités pour faire entendre leur voix, pour défendre leurs droits et conquérir leur liberté que d'utiliser à leur tour la violence. Qui peut contester la légitimité du combat des révolutionnaires sandinistes ou de la guérilla salvadorienne contre des dictatures sanglantes ? De même, si on peut critiquer la tactique ou les orientations programmatiques de l'OLP ou de l'IRA, on ne peut que soutenir sans réserves les combattants palestiniens qui se voient nier jusqu'au droit à l'existence ou les nationalistes irlandais qui s'opposent à la partition de leur pays.

Il en résulte que dans des contextes très particuliers (résistance à une dictature par exemple), des attentats individuels ne sont pas, en soi, condamnables. En s'en prenant à des symboles de l'oppression particulièrement détestés, ils peuvent obtenir le soutien d'une partie importante des masses, leur redonner confiance et favoriser leurs capacités à prendre en charge leur propre combat. Mais il est un critère pour juger de telles actions : la liaison étroite avec la mobilisation populaire dont elles doivent toujours être l'une des expressions. Seul un tel rapport peut permettre d'exercer un certain contrôle sur les objectifs des groupes clandestins et d'éviter les dérives par lesquelles on en arrive à l'utilisation de la violence pour elle-même.

On est loin d'une telle situation avec le terrorisme actuel dans les pays européens — où le mouvement ouvrier dispose de possibilités légales d'expression — qui est l'œuvre de petits groupes sans racines sociales ou de réseaux internationaux

plus ou moins dépendants de certains Etats. Ce terrorisme apparaît comme porté par un appareil militaire, qui se heurte aux structures coercitives de l'Etat bourgeois, en restant totalement étranger aux aspirations et aux besoins des masses. Loin de contribuer au « réveil » de la conscience ouvrière, il alimente le plus souvent le désarroi dans l'opinion et favorise objectivement le durcissement répressif. Son caractère marginal, extérieur à tout mouvement social, favorise toutes les manipulations et l'infiltration policière.

La condamnation est encore plus nette à propos des attentats aveugles, comme celui de la rue des Rosiers. En frappant indistinctement



R. Broussard et J. Franceschi.

des victimes innocentes, en ayant pour seul but de terroriser toute une population, ils ont les conséquences les plus réactionnaires. Même quand ils revendiquent un dessein progressiste, ils ne font en définitive que reprendre à leur compte des méthodes qu'ils prétendent combattre. La seule différence notable réside dans le degré de violence et le nombre des victimes. Peut-on répondre à Begin, qui écrase tout un quartier de Beyrouth pour punir ses habitants de leur soutien à l'OLP, en tuant des juifs pour la simple raison qu'ils sont juifs et en les rendant collectivement responsables de la politique de l'Etat sioniste ? Dans tous les cas, cette forme d'action exacerbe l'antagonisme entre les peuples au détriment de leur nécessaire unité contre un ennemi commun. En quoi, à cet égard, l'attentat revendiqué au mois d'août par l'ASALA contre l'aéroport d'Ankara (qui a fait onze morts, essentiellement des ouvriers de retour d'Europe) sert-il la cause arménienne auprès des travailleurs turcs ?

Pour toutes ces raisons, ce type de violence armée, quels qu'en soient les auteurs, va à l'encontre de la lutte pour le socialisme que Marx définissait comme la libre association, par-delà les frontières, des producteurs entre eux. On ne contribue pas à l'émancipation des travailleurs et des opprimés en les excluant du processus qui y conduit ou en répondant par la terreur de masse à la barbarie des classes dominantes. C'est pourquoi les révolutionnaires combattent sans équivoque la forme particulière qu'a pris le terrorisme dans notre pays.

Christian Picquet

• Prochain article : Un phénomène aux multiples facettes.

LE PLAN MITTERRAND UNE LOGIQUE TRES INQUIETANTE

DES l'annonce du plan anti-terrorisme du gouvernement, nous parlions de dispositif dangereux pour les libertés (voir *Rouge* du 27 août). Coup sur coup, la formation du cabinet de Joseph Franceschi, le nouveau sous-ministre de la Police, et l'annonce de l'arrestation à Paris de « deux terroristes jugés importants dans les milieux du terrorisme international » sont, hélas, venues confirmer toutes nos craintes.

Jamais, sous la V^e République, la droite, craignant d'être impopulaire, n'avait osé créer un ministère de la Police. Prenant ses fonctions, Franceschi n'a pas caché ses objectifs : « J'entends donner à la police confiance et enthousiasme. Elle aura en moi à la fois un chef et un ami. ». Le temps paraît bien loin où Gaston Defferre déclinait le rôle de premier flic de France et affirmait vouloir se consacrer en priorité aux réformes administratives.

Un ministère pour les flics

De fait, la création d'un « secrétariat d'Etat à la Sécurité publique » a pour premier objectif de rallier au gouvernement la haute hiérarchie policière, en désamorçant du même coup les critiques de l'opposition réactionnaire. Avec la promotion de Robert Broussard, l'ancien patron de la brigade antigang, c'est le corps des commissaires — véritable lobby au sein de la police nationale qui en est venu à se placer en dehors de tous les règlements administratifs — qui entre dans l'organigramme de direction de l'appareil répressif. On se souvient qu'en s'attaquant à certaines de ses prérogatives, le ministre de l'Intérieur avait, il y a quelques mois, provoqué une levée de boucliers.

Il ne s'agit pas ici seulement du retour en force de certains hauts fonctionnaires. C'est toute une conception de l'action policière qui se trouve légitimée. Broussard a étroitement lié son nom et celui de sa brigade aux

pratiques de l'ancien régime. On se souvient de la fusillade du bar Le Thélème, de l'assassinat pur et simple du truand Jacques Mesrine, et de son rôle plus qu'équivoque dans l'affaire de Broglie. On ne peut douter que les mêmes hommes mèneront la même politique et ce n'est pas la nomination parallèle de Gérard Monate, fondateur de la Fédération autonome des syndicats de

sait que, dans la péninsule, celles-ci, au nom de l'efficacité, se sont très vite situées au-dessus des lois de l'Etat italien, n'hésitant pas à recourir à la torture contre les détenus. On comprend la crainte de Mitterrand de voir son nom associé à un tel processus.

L'opération menée à Vincennes le 28 août contre des militants irlandais confirme néan-



Présentation du cabinet à la sécurité publique.

moins que c'est bien d'une stratégie à l'italienne qu'il s'agit. Ce sont les hommes du GIGN qui ont mené les arrestations, sans qu'aucun service de police n'y soit associé. La gendarmerie n'a de compétence dans les villes de plus de 10 000 habitants. Mieux, comme pour démontrer que les super-gendarmes ne dépendent en pratique de personne à l'exception du président de la République, c'est l'Elysée qui a annoncé les arrestations.

Pour restaurer son autorité, François Mitterrand a choisi d'appeler à l'unité des Français « au-delà de leur diversité politique ». Le combat contre le terrorisme n'est vu que sous l'angle du renforcement des moyens classiques de police. Dès lors, on ne pouvait que revenir aux conceptions du passé et redonner toute liberté d'action aux hommes qui les ont incarnées.

Stratégie à l'italienne

La formation de l'équipe de Joseph Franceschi avait également un autre but : masquer le caractère dangereux de la mission confiée par le chef de l'Etat au commandant Prouteau, le patron du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). En bornant officiellement ses fonctions à la réflexion sur le terrorisme, l'Elysée a voulu démentir qu'on formait une structure similaire aux unités spéciales du général della Chiesa en Italie. On

Comment ne pas voir que de telles dispositions ne peuvent tôt ou tard que se retourner contre le mouvement ouvrier ? On ne s'est déjà que trop engagé dans une voie qui aboutira nécessairement aux mêmes conséquences que la politique des Marcellin, Poniatowski et Bonnet. Les travailleurs ont aussi donné la majorité au PS et au PC pour qu'ils en finissent avec les projets scélérats de la droite. Ce n'est pas pour que maintenant on les leur fasse avaler sous une autre forme.

C. P.

L'ARRESTATION DE VINCENNES REMISE EN CAUSE DU DROIT D'ASILE ?

Grave et scandaleux. Les trois « importants » terroristes capturés par le GIGN le 28 août sont des militants de l'INLA, organisation militaire irlandaise liée à l'Irish Republican Socialist Party. Voilà qui en dit long sur les dangers qui pèsent sur les militants étrangers séjournant en France. Car les nationalistes irlandais n'ont rien à voir avec Carlos ou les tueurs de la rue des Rosiers. L'association Irlande libre indique à juste titre qu'ils n'ont « jamais attaqué d'objectifs français, ni même d'objectifs anglais en France ». Leur combat se mène les armes à la main parce qu'ils se heurtent à l'occupation militaire de leur pays par l'impérialisme britannique.

L'opération de la rue Diderot à Vincennes a sans doute pu être réalisée grâce aux renseignements fournis à la DGSE (ex-SDECE) par les services secrets britanniques. La coopération internationale des poli-

ces contre les peuples en lutte, qu'on croyait enterrée depuis le 10 mai, resurgit donc avec plus d'efficacité que jamais.

En annonçant dans un grand roulement de tambour l'arrestation des trois Irlandais, l'Elysée a laissé croire qu'il s'agissait d'une affaire liée aux plus récents attentats en France. Cela doit être prouvé. Faute de quoi toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes qui se sont mobilisées l'an dernier en soutien aux grévistes de la faim de la prison de Long Kesh doivent exiger leur libération immédiate, l'abandon de toutes les poursuites et le respect du droit d'asile.

Car, en fin de compte, c'est bien du droit d'asile qu'il s'agit. La justice française ne peut légalement reprocher aux membres de l'INLA que la possession de quelques armes individuelles et d'une petite quantité

d'explosifs. Peut-on croire qu'on a organisé un si grand battage pour un si maigre résultat ? A-t-on voulu réunir toutes les conditions pour procéder à leur extradition ? Les propos récents de Gaston Defferre sur la nécessaire « redéfinition » du droit d'asile laissent craindre le pire. D'autant que parallèlement aux Irlandais, la police, cédant aux pressions des autorités italiennes, arrêtait Oreste Scalzone, ancien leader de l'Autonomie ouvrière, qui depuis près d'un an disposait pourtant d'un permis de séjour parfaitement en règle.

Après l'évocation d'un tribunal européen antiterroriste, assiste-t-on à la remise en place d'un espace judiciaire européen ? Une chose est en tout cas certaine, loin de combattre le terrorisme, de telles mesures risquent de conduire certains courants et mouvements de libération à passer à l'action sur notre territoire.

C. P.

Grèce

LES ROSES
DEFRAICHIES

Mitterrand vient de se rendre à Athènes
Deux gouvernements socialistes,
deux bilans peu reluisants

LA France à l'Ouest, la Grèce à l'Est : c'était il y a un an l'un des thèmes dominants de la campagne électorale d'Andreas Papandreou, le leader du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), parti qui devait par la suite remporter la majorité absolue des sièges au Parlement. Cette victoire sanctionnait une complète recomposition du mouvement ouvrier.

Son programme a contribué à donner au PASOK une image très radicale et lui a permis de chevaucher les aspirations au changement dans un pays encore largement en proie au sous-développement. Il se prononçait initialement pour le retrait du Marché commun, la suppression des bases américaines, la révision des contrats qui ont livré aux multinationales des pans entiers de l'économie — en 74, 20 % des actifs des 100 premières entreprises dépendaient de l'étranger — l'ouverture vers les pays arabes et africains, le soutien à l'OLP. Au plan intérieur, se référant à une « troisième voie » intermédiaire entre la social-démocratie et le « socialisme réellement existant », le futur Premier ministre se prononçait pour une « socialisation » de l'économie et la nationalisation des banques, du système de crédit et des industries clés.

Reculs et abandons

Confronté au poids du capital étranger en Grèce, à l'existence d'une droite hyper-conservatrice qui contrôle des secteurs déterminants de l'administration et de l'appareil coercitif, pour rassurer une armée dont l'influence est d'autant plus forte qu'existe une menace turque, Papandreou a relégué aux oubliettes ses promesses essentielles. Du retrait de l'OTAN et de la CEE, il n'est plus question et le gouvernement socialiste demande simplement que ses intérêts soient désormais mieux pris en compte. Cela a permis de

rassurer le camp impérialiste pour qui la Grèce est un bastion stratégique primordial, notamment pour les activités de surveillance dans les pays de l'Est et du Moyen-Orient. Trois mille cinq cents experts américains stationnent en permanence dans des bases réparties en Crète et autour d'Athènes.

De même, on ne parle plus de nationalisations — à l'exception du secteur de la santé — mais de la mise en place de « conseils de surveillance » tripartites associant les autorités locales, l'Etat et les représentants des salariés. Parallèlement, les cadeaux au secteur privé se sont multipliés : remise de 15 milliards de drachmes sur les dettes patronales à

centrale syndicale du pays, la CGTG, séparation de l'Eglise et de l'Etat, institution d'une échelle mobile des salaires...

Il reste que la politique des socialistes n'a nullement modifié la situation de sous-développement et dépendance de la Grèce. En 1981, sa dette extérieure atteignait 5,6 milliards de dollars, sa balance des paiements accusait un déficit de 2,4 milliards de dollars et l'inflation galopait à 24,5 %. Quant au faible taux de chômage (5 %), il ne rend nullement compte de la situation de nombreux Grecs contraints d'avoir plusieurs emplois ou de s'expatrier pour survivre.

Des élections municipales doivent se dérouler dans quelques semaines.



Andreas Papandreou, le Premier ministre grec.

la Sécurité sociale, adoption d'une loi « en faveur de l'investissement » qui octroie aux industriels des milliards de subventions sans la moindre contrepartie... Le journal *Eleftherotipia* (pro-gouvernemental) décrivait, au début de l'année la satisfaction des milieux d'affaires : « Les industries grandes et petites, spécialement ces dernières, se montrent satisfaites du plan gouvernemental exposé dans le discours d'investiture. Cela prend en compte que le PASOK modifie son programme social initial sous l'influence des grandes entreprises ».

Ces reculs ont sans doute permis à la nouvelle équipe dirigeante de s'attaquer à l'un des maux majeurs de l'Etat grec : la bureaucratie, le clientélisme et la corruption. Une tare dont même le président de la République, Constantin Caramanlis, reconnaissait en mars 1981 la gravité : « Je dois avouer que le fonctionnement de l'Etat ne répond pas aux exigences de notre époque ». Pour y faire face, une loi spéciale d'épuration des cadres de l'administration a été promulguée et a permis l'éviction de cinq à six cents hauts fonctionnaires.

Voulant faire accepter l'enterrement des espoirs de transformations radicales, Papandreou a fait quelques concessions au mouvement populaire : reconnaissance officielle de la résistance antiazide de 1941-1944, abrogation des dispositions législatives qui écartaient la gauche de l'accès à la fonction publique et qui permettaient à la réaction de conserver le contrôle de la seule

Il est pourtant possible que le PASOK ne subisse pas trop les contrecoups de ses retournements. La réaction n'a pas encore surmonté sa défaite d'octobre 1981 et les aspirations au changement sont encore trop fortes pour permettre le retour à droite du balancier.

Les premières différenciations

Cela ne saurait signifier que les socialistes disposent de la confiance aveugle des travailleurs. Les grèves récentes dans le secteur bancaire, les transports publics et les lignes aériennes, auxquelles les socialistes se sont vigoureusement opposés (voir *Rouge* du 9 juillet) témoignent d'une combativité renouvelée. Les premières différenciations se font jour dans le mouvement ouvrier comme le prouve la démission le 27 août de Stathis Panagoulis, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, qui entend par son geste, protester contre le non-respect des engagements électoraux.

Cela pourrait préfigurer les difficultés qui attendent le pouvoir. D'autant qu'aux premiers revers, la droite et les secteurs réactionnaires qui n'ont jamais admis un basculement à gauche sans précédent dans l'histoire du pays, pourraient repartir à l'offensive.

Christian Picquet

Perou

«Sentier
lumineux»
multiplie les
actions armées

La capitale privée d'électricité après la destruction de nombreux pylones de lignes à haute tension, banques attaquées, bétail tué et récoltes détruites dans des grandes propriétés, attaque d'un important poste de police dans la région d'Ayacucho par un groupe de près de 200 assaillants bien équipés ; le bilan des actions menées par les guérilleros péruviens de l'organisation « Sentier lumineux » (Sendero luminoso) est, ces dernières semaines, impressionnant. Selon le gouvernement de Lima, les activités armées menées depuis plus d'un an par cette organisation auraient coûté la vie à près de 200 personnes, policiers, militaires, collaborateurs divers du pouvoir central ou sbires au service de grands propriétaires terriens ou des multinationales.

Dans un premier temps le gouvernement Belaunde Terry a cherché à minimiser les actions de la guérilla : préoccupé avant tout d'attirer les capitaux étrangers pour relancer une économie anémiée, il voulait à tout prix donner une image de « calme et de stabilité ». Depuis peu, et alors que les actions de « Sentier lumineux » sont chaque fois plus nombreuses et spectaculaires, la tactique adoptée est inverse. Cette organisation est accusée de vouloir déstabiliser le régime civil issu des élections de 1980. L'état d'urgence a été décrété pour plusieurs semaines. Des mesures de renforcement de l'appareil répressif ont été décidées. Les spécialistes de la lutte anti-guérilla reprennent du service et les arrestations se multiplient. Les cachots de la célèbre prison d'El Fronton située sur un îlot désert au large de Callao, le port de Lima, s'empressent à nouveau.

« Sentier lumineux » est un produit de la crise du courant maoïste au Pérou, courant dont les composantes principales ont, depuis le milieu des années soixante, su parfois acquérir une influence réelle parmi des couches populaires déshéritées. Les dirigeants « Senderistas » ont rompu avec la direction chinoise il y a maintenant trois ans, mais continuent à se revendiquer de ce qu'ils appellent la « tradition historique du maoïsme ». Ils veulent construire un « parti marxiste-léniniste-maoïste d'un nouveau type » et développer une stratégie de « guerre populaire » à partir des zones rurales, dans un premier temps.

Organiser les pauvres — et en priorité les plus pauvres — pour s'attaquer aux riches, aux puissants à ceux qui profitent de l'exploitation impérialiste tel est,

pour l'essentiel, leur programme.

Dans une réalité sociale comme celle du Pérou, il n'est pas étonnant qu'un tel projet rencontre initialement une certaine audience et de la sympathie. Le retour des militaires dans leurs casernes en 1980, l'élection du conservateur pro-impérialiste Belaunde Terry à la présidence de la République n'ont en rien modifié les conditions d'existence des masses. Au contraire celles-ci se sont aggravées, notamment sous les effets de la récession économique mondiale qui a durement frappé le Pérou comme la plupart des pays du « Tiers-monde ». C'est désormais la majorité de la population en âge de travailler qui est sans emploi, tandis que dans plusieurs régions de l'intérieur du pays et dans les immenses bidonvilles de Lima la sous-alimentation progresse dramatiquement. A sa manière « Sentier lumineux » est une expression de la révolte et du désespoir qu'engendre une telle situation. Mais au delà ?

L'impérialisme, les classes dominantes péruviennes comptent depuis longtemps pour le maintien de leur système d'exploitation sur la faiblesse des organisations ouvrières et paysannes, leur division extrême, ou les trahisons de certaines de leurs directions comme celle du Parti communiste qui contrôle toujours la première centrale syndicale du pays, la CGTP (Confédération générale des travailleurs Péruviens). Voulant ignorer délibérément ces problèmes, considérant qu'ils seront spontanément dépassés si les plus défavorisés disposent de canaux pour exprimer leur révolte spontanée, « Sentier lumineux » conduit à l'impasse ceux-là mêmes qu'elle prétend libérer. L'échec des groupes de guérilla qui s'étaient développés dans les pays au cours des années soixante l'a amplement démontré. Pour les révolutionnaires péruviens qui, eux, ont tiré les leçons de ces expériences, le surgissement de « Sentier lumineux » est à la fois un avertissement et un défi. De leur capacité à s'implanter plus réellement dans les masses exploitées, à les organiser et les mobiliser, de leur capacité donc à sortir d'une vieille tradition sectaire, produit de l'isolement, dépend l'issue d'un nouveau cycle de luttes dont, à leur manière, les militants de « Sentier lumineux » sont partie prenante. Plus que par les leçons d'une histoire pourtant récente, c'est par leur capacité à offrir une alternative concrète qu'ils convaincront l'armée de ceux qui ne veulent plus, qui ne peuvent plus attendre.

Jean-Pierre Beauvais



► NOUVELLE-CALEDONIE

La droite coloniale a le mors aux dents

Face aux provocations réactionnaires, la population kanaque intensifie sa mobilisation. Le mois de septembre pourrait bien être chaud.

DEPUIS qu'à la suite d'une division au sein du camp réactionnaire à l'Assemblée territoriale, le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, anciennement allié à la Fédération pour une nouvelle société calédonienne -FNSC), se retrouvait mis à l'écart du Conseil de gouvernement, l'exécutif local, auquel participent maintenant quatre élus indépendantistes, la droite coloniale a pris le mors aux dents.

Dissimulée derrière un « Comité de défense des institutions », elle s'est lancée dans une campagne tapageuse réclamant la démission du nouveau Conseil de gouvernement dont un des premiers actes fut d'augmenter le SMIC de 5 %, ce qui ne s'était pas fait depuis 1975. Cette mobilisation réactionnaire a connu son point culminant le 22 juillet dernier. Alors que l'Assemblée territoriale délibérait de l'ordonnance sur la réforme foncière proposée par le gouvernement Mitterrand et soutenue par le Front indépendantiste, la population européenne était conviée à une marche sur l'Assemblée territoriale, tandis que patrons et commerçants en grève devaient paralyser l'activité de Nouméa. Pendant que 2 à 3 000 Européens manifestaient ce jour-là, un commando de jeunes Blancs casqués et armés pénétrait en force dans les locaux de l'Assemblée, réclamant sa démission et molestant un élu indépendantiste avec la complicité des députés du RPCR et des spectateurs blancs.

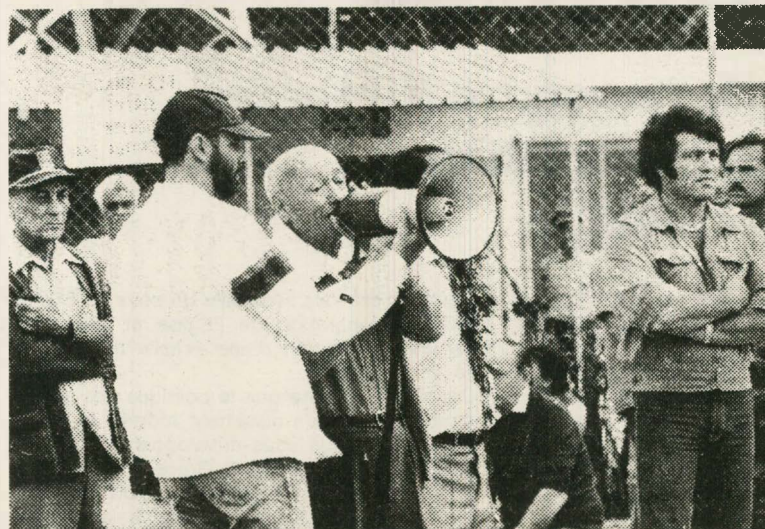
Comme le note un communiqué du Front indépendantiste sur ces événements, « ce n'est que grâce à la présence de militants indépendantistes dans l'enceinte de l'Assemblée que les élus du FI et de la

FNSC ont pu avoir une protection contre la violence des trublions armés ». Condamnant « le laxisme et la "molesse" des forces de police » face au commando d'extrême droite, le Front indépendantiste a réclamé « la promulgation en Nouvelle-Calédonie de la loi de février 1936 contre les ligues factieuses et en conséquence la dissolution de telles ligues locales regroupées sous l'appellation aberrante de "comité de défense des institutions" » et exigé une « perquisition en règle chez tous les militants connus pour leur options racistes et fascistes ». Impressionnés sans doute par cette violence, les élus de la FNSC en s'abstenant lors du vote sur l'ordonnance de la réforme foncière ont laissé la majorité au RPCR qui s'oppose à toutes modifications, aussi limitées soient-elles, de la situation coloniale.

La responsabilité du gouvernement français

Il est fort à craindre que face à ce durcissement de l'action des forces réactionnaires locales soutenues par les élus métropolitains de droite, le gouvernement Mitterrand ne recule encore un peu plus sur le contenu de ses timides ordonnances. Soucieux de bien passer le cap de son mandat de haut commissaire en Nouvelle-Calédonie pour briguer ensuite une charge ministérielle plus importante à Paris, Christian Nucci se refuse toujours à la moindre action d'ampleur contre les milieux factieux européens, laissant ainsi librement s'organiser la réaction coloniale. Il portera donc avec le gouvernement français une grosse responsabilité

sur le glissement progressif à l'extrême droite de la petite bourgeoisie blanche à l'image de ce qui s'est passé en Algérie avec l'OAS. Ainsi la



Roger Laroque, maire RPCR de Nouméa et un garde du corps.

quasi-totalité des membres du commando du 22 juillet a été libérée et n'encourt de toute manière que de faibles condamnations. Faut-il d'ailleurs rappeler qu'un an après l'assassinat, le 19 septembre 1981, de Pierre Declercq, dirigeant de l'Union calédonienne, la lumière n'a toujours pas été faite sur ce meurtre, alors que le principal suspect a été remis en liberté sous la pression de la droite coloniale qui en faisait un véritable martyr.

L'attitude du gouvernement face à la droite coloniale encourage celle-ci qui occupe régulièrement depuis quelques semaines le pavé de Nouméa, ville coloniale à majorité européenne. Tout est prétexte à agita-

tion réactionnaire. L'assassinat récent d'une petite fille européenne a même été mis à profit pour mener campagne pour l'autodéfense armée

ment. Refusant de se prêter « au pseudo référendum que M. Lafleur a voulu entreprendre dans la 2^e circonscription qui est une circonscription taillée sur mesure à la demande du RPCR, par le précédent régime giscardien », le FI s'est prononcé pour l'abstention, dénonçant en outre « une élection législative à laquelle il est procédé, sans réforme électorale préalable, alors que des lois successives (...) ont été fabriquées pour favoriser les fraudes électorales et fausser le résultat des consultations ».

Il semble bien que les attermolements multiples du gouvernement Mitterrand et de Christian Nucci réduisent rapidement « l'état de grâce » dont le nouveau pouvoir français pouvait bénéficier dans un premier temps auprès des masses populaires kanaques. Pendant que dans les états-majors du FI on recherche une réponse ponctuée à l'escalade de la droite, des dizaines de jeunes Kanaques se sont opposés spontanément le 22 juillet dernier aux gros bras du service d'ordre de la manifestation européenne de Nouméa. Dans l'intérieur du pays, les Kanaques ayant suspendu leurs actions d'occupation de terres dans l'espoir d'une réforme foncière reconnaissant leurs droits pourraient bien reprendre leur mobilisation après le vote négatif de l'Assemblée territoriale. Pour le peuple kanaque le mois de septembre comporte trop d'anniversaires symboliques (19 septembre assassinat de Pierre Declercq, 24 septembre 1853 prise de possession coloniale officielle) pour qu'il ne soit pas un mois chaud malgré un hiver du Pacifique particulièrement morose.

Vincent Kermel

► GUATEMALA

Quand le New York Times nous révèle la réalité

Sous le titre « Le Guatemala ne peut suivre deux voies », le « New York Times » publiait récemment un article d'Allan Nairn, journaliste spécialisé sur les questions d'Amérique centrale dont nous publions ci-dessous de larges extraits. Certains des commentaires faits par ce collaborateur de l'un des principaux organes de presse de la bourgeoisie américaine sont évidemment destinés à l'opinion publique de ce pays. Mais sa description de la réalité guatémaltèque et le cynisme des propos d'Efrain Rios Montt et de son secrétaire de presse tel qu'il les cite méritent d'être largement connus. Ils se passent de commentaires, sauf peut-être de rappeler que ces hommes ont fait un coup d'Etat et pris le pouvoir en mars dernier pour que « le sang des Guatémaltèques ne coule plus et pour restaurer les valeurs démocratiques »...

J.-P. Beauvais

IL existe un village dans le nord du Guatemala où est tenue à jour la liste des habitants qui ont été assassinés par l'armée. En juin dernier le chiffre de 400 était atteint ; la moitié d'entre eux étaient des femmes et des enfants. La plus récente des victimes, un homme suspecté d'avoir fourni de la nourriture aux guérilleros, a été retrouvé, le corps déchiqueté.

Cela peut apparaître pure barbarie aux yeux du public américain. Mais les dirigeants politiques des Etats-Unis doivent réfléchir longuement et intensément sur les mandats qu'impliquent leur politique avant de lancer des épithètes aux généraux guatémaltèques.

Depuis des années, Washington leur a demandé à la fois de liquider la guérilla et de respecter les droits humains. Prétendant que les deux objectifs peuvent être menés de front les Etats-Unis ont fait plus qu'une erreur de jugement sur

la réalité guatémaltèque. Ils ont interdit aux responsables politiques de ce pays de faire face à la nécessité d'une solution politique. De tels massacres ne sont donc pas le produit d'excès irrationnels mais d'une tactique impliquée par les objectifs fixés par les Etats-Unis.

Peut-être serait-il possible de mener en même temps une politique de respect des droits humains et la lutte contre la guérilla si celle-ci était réduite et isolée. Mais comme les paysans, l'armée et les guérilleros le savent bien, cela n'est pas le cas au Guatemala.

C'est une chose de demander à une armée de respecter les droits humains lorsqu'il est possible de distinguer entre les guérillas et le peuple. C'est une autre chose lorsque les guérillas comptent avec la collaboration massive de ce peuple, depuis les vieillards jusqu'aux femmes et aux enfants ; lorsque dans des villes entières, des régions entières, la

guérilla se confond dans tous les sens du terme avec le peuple.

Interrogé sur les massacres de civils par l'armée, le général Efrain Rios Montt, le nouveau dictateur guatémaltèque, nous a répondu : « Le problème de la guerre n'est pas seulement de savoir qui a tiré sur nous ; car derrière chacun de celui qui tire sur nous, il y en a dix qui le soutiennent. »

Son secrétaire de presse, Francisco Bianchi, nous a de son côté expliqué : « Les guérillas se sont acquies la collaboration de nombreux indiens indigènes. Les indiens sont donc bien dans ce cas des subversifs, n'est-ce pas ? Et comment combattez-vous la subversion ? Il est nécessaire de tuer les indiens puisqu'ils collaborent avec la subversion. On vous dit alors que vous massacrez des innocents. Mais ils ne s'agit pas d'innocents puisqu'ils s'étaient vendus à la subversion. »

(...) Si le gouvernement américain veut sérieusement infliger une défaite aux guérillas guatémaltèques, il doit faire face aux implications de ce choix. Ces implications ne sont pas seulement celles d'une guerre longue et coûteuse, ce sont celles d'un massacre à grande échelle. Ce sera un massacre, non pas à cause d'une soi-disant irrationalité des militaires guatémaltèques, mais parce que leur ennemi désigné est une large portion de la population de leur pays. Pour défaire cet ennemi-là il faut le massacrer.

Ni l'aide massive, ni les techniques les plus sophistiquées de « contre-insurrection » ne permettent de contourner cette horrible évidence.

Soixante-quinze pour cent de la population rurale du Guatemala souffre de malnutrition. Cinquante pour cent meurent avant l'âge de cinq ans. Dans les plantations, le salaire minimum officiellement fixé à 3,20 dollars par jour n'est jamais respecté et de loin. (...)

La stratégie de style vietnamien mise en œuvre par le général Rios Montt n'a conduit qu'à un accroissement des massacres. Sous le couvert de ce que le plan de sécurité appelle « actions psychologiques à tous les niveaux », l'armée a dévasté les régions rurales. Un quotidien de droite recensait récemment les 584 victimes de 30 massacres récents ;

l'éditorial critiquait l'armée. « Le problème ce ne sont pas les droits humains, ce sont les humains de gauche » répondait un officier dans la même page.

En demandant l'impossible — une victoire militaire et le respect des droits humains — les Etats-Unis encouragent l'oligarchie à se confondre avec la hiérarchie militaire, donc à laisser de côté la question des droits humains et à abandonner toute perspective de négociation.

Mais demander l'impossible aide à faire oublier aux Américains qu'ils sont l'allié d'un gouvernement dont la survie dépend de sa capacité à massacrer les citoyens.

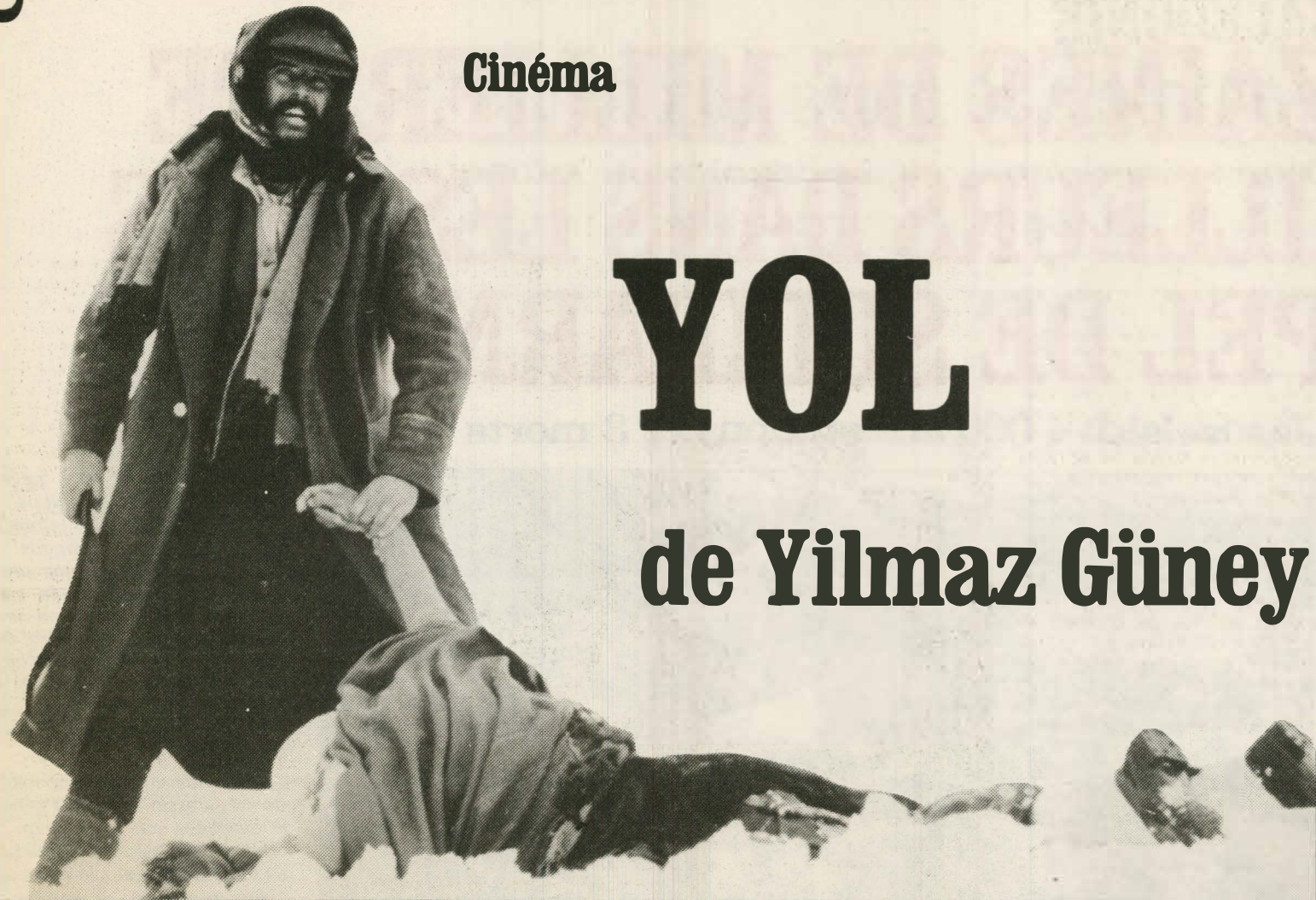
INPRECOR

Au sommaire du prochain numéro

(Parution le 6 septembre)

- Menaces de guerre et luttes pour le socialisme (réflexions sur la situation internationale) par E. Mandel.
- La situation au Moyen-Orient après le départ des résistants palestiniens.
- Turquie : Deuxième anniversaire du coup d'Etat.
- Chine : Projet de révision de la constitution chinoise (tiré d'October Review.)
- Pologne : Stratégie de la grève générale.

Cinéma



YOL

de Yilmaz Güney

LES circonstances « extérieures » au film ouvrent la voie : Güney le dirigeant depuis sa prison puis s'évadant au cours d'une permission, comme s'il vivait lui-même le scénario du film ; une palme d'or à Cannes, enfin, telle une ultime condamnation collective du régime turc. Le film ne porte les stigmates du calvaire de Güney que confondus

dans le grand martyre politique, culturel et social des peuples de Turquie. Cinq personnages en quête d'une évasion, ou plutôt d'un non-retour en prison après une permission qui les livre nus à l'état de siège, parcourent en tous sens la Turquie et ses effroyables paysages répressifs : morales rétrogrades, islam oppressif, guerilla kurde, cancer de la civilisation urbaine para-

chutée. Les femmes singulièrement font les frais de cet horizon de toutes parts fermés et le film prend des allures d'apologie de la femme musulmane, traquée, punie, tuée. Mais dans le cercle infernal de l'étouffement, tout se tient : armée et police en toile de fonds, attitudes tribales et machistes des hommes face aux femmes comme si la relative liberté des

uns passait par l'oppression absolue des autres. Pourtant on voit à mille indices que Güney aime la mosaïque des gens et des peuples de Turquie. Méchanceté, ruse, vice sont complètement absents. Un peu trop... Pourtant où fonder tout espoir sinon dans ce peuple immense, multiple, divers ?

P. G.

Cinéma

REPRISES

CHAUSSURE à son pied (1954) de D. Lean : Charles Laughton, veuf et cordonnier, (enfin il ne met guère la main à la semelle), commerçant aisé ; ses trois filles, célibataires mais non dépourvues de projets matrimoniaux dans ou hors la chaussure. Projets mal vus du patriarce, jouisseur et esclavagiste, mais qui se réaliseront quand même. Entretiens une comédie anglaise comme on sait qu'il y en a tant mais que l'on ne redécouvre que trop peu entre *Noblesse oblige* et *Tueurs de dames*. Un humour à haute dose et une certaine gravité, en douceur, dans la description de ces petits-bourgeois de boulevard. Charles Laughton impérial dans ce rôle de Falstaff boutiquier.

Ça devait être en 1970, les *Cahiers du Cinéma* avouaient que Walsh, finalement, il fallait relativiser. *L'Enfer est à lui* (1949) vient nous rappeler l'impardonnable de cette légèreté. On l'a dit et répété de toutes parts : la perfection. Disons-le et répétons-le. Walsh est un tragique et ses multiples rencontres avec le film noir ont affiné jusqu'à cette superbe illustration sa conscience de la tragédie. Quant à James Cagney, il est simplement génial.

Osessione (1942), premier film de Visconti, est l'une des quatre adaptations du *Facteur sonne toujours deux fois*. Autant qu'aux « amants maudits », c'est au réalisme social des campagnes et des bourgs que s'intéresse Visconti. Tay Garnett fondait son film sur la vérité cinématographique des comportements, Visconti le fonde sur l'analyse socio-psychologique des ambitions, des désirs. Réalisme social contre « réel » cinématographique. Contre ? A côté.

P. G.



Editions La Brèche

A PARAÎTRE

Le stalinisme et son « socialisme réel »

« *Le Stalinisme et son Socialisme réel* » est un document exceptionnel.

Écrit par un « communiste soviétique du dernier quart de siècle », comme le dit A. Zimine lui-même, il revendique une analyse rigoureuse, authentiquement marxiste, de « l'assise théorique » de l'idéologie stalinienne, au service d'un objectif politique affirmé : il nous revient, « communistes soviétiques du dernier quart de ce siècle », de résoudre « le problème que nous a imposé l'histoire, celui du retour de l'URSS sur les rails de la marche au socialisme, première phase du communisme ».

Pour ce faire, A. Zimine s'attache à disséquer les falsifications stalinienne sur ce qu'est le socialisme, à confronter sans ménagement les « théorisations » et autres « lois fondamentales du socialisme » élaborées par Staline et ses successeurs à la théorie marxiste,

d'une part, à la réalité soviétique, d'autre part.

Parce que l'auteur est un survivant des camps staliniens, un de ceux qui auraient dû disparaître pour que l'on puisse dire qu'ils n'avaient jamais existé, il s'attache à redonner aux mots leur sens initial, comme le « socialisme dans un seul pays », rendant d'autant plus acerbe la critique.

Mais le mérite essentiel de Zimine est de s'attaquer aux thèses officielles du « socialisme réel », aux discours autoproclamatoires que nous balayons bien trop souvent d'un simple revers de la main.

Exceptionnel, cet ouvrage l'est aussi par son optimisme internationaliste qui nous interpelle : « *La renaissance du mouvement conduisant l'humanité du capitalisme au socialisme (mouvement interrompu à la suite de la défiguration et de l'échec de la révolution socialiste russe) se fera inévitablement.* »

44 F + port 5,80 F
Parution 1^{er} octobre 1982

NOM

PRENOM

ADRESSE

VILLE

Veillez trouver ci-joint un chèque de pour exemplaires du livre de A. Zimine, libellé à l'ordre de PEC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Je désire le recevoir à l'adresse ci-dessus (1).

Je passerai le prendre à la librairie LA BRECHE, 9 rue de Tunis, Paris 75011 (1).

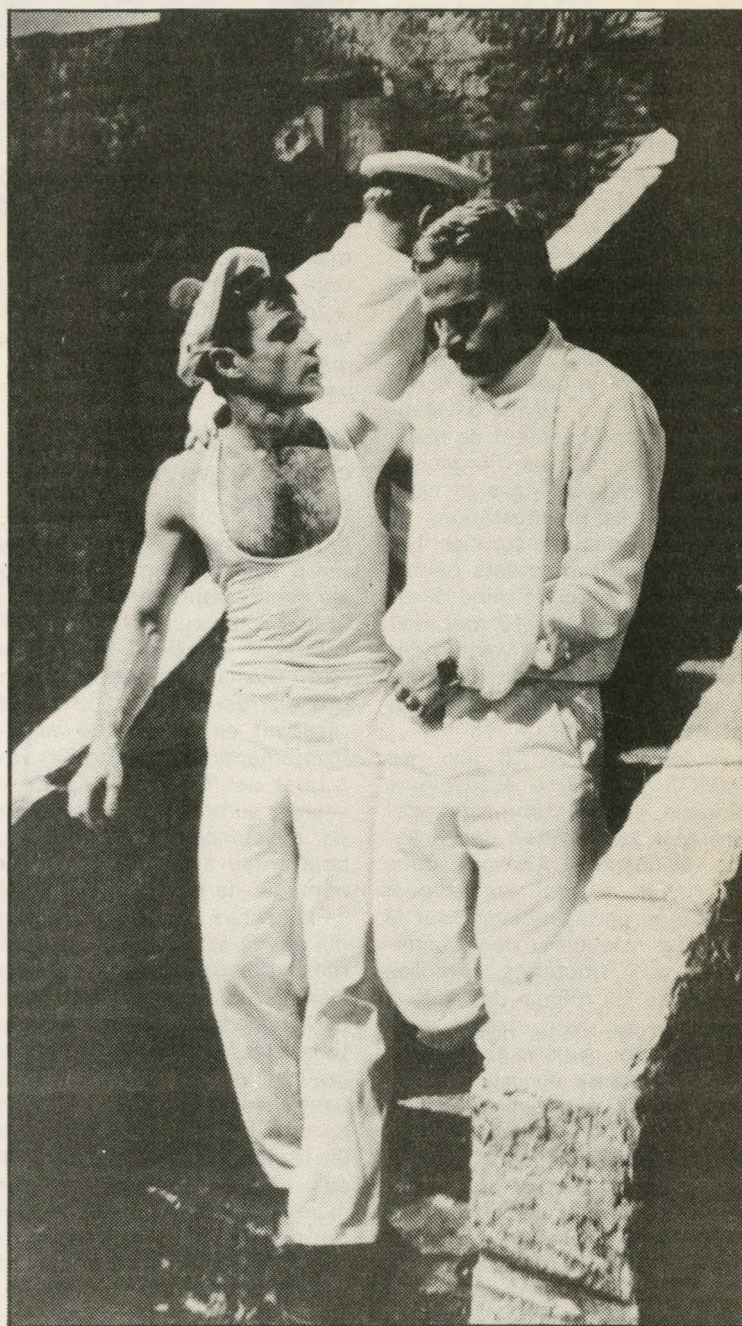
(1) Rayez la mention inutile.

CINEMA

QUERELLE de Fassbinder

LE *Secret de Veronika Voss* n'était donc pas le dernier film de Fassbinder, mort en juin dernier. *Querelle*, même s'il est rempli de la morbidiété et de la corruption morale chère à Fassbinder, paraît venir de très loin dans le temps : les à-côtés du surréalisme (là où on bouffe du curé et du militaire dans un imaginaire un peu vieillot), une époque où l'on croyait que tout discours sur l'homosexualité se devait d'être métaphysique. Saint Genêt, comme disait Sartre. Cet archaïsme est bien présent, comme une prise de distance, dans les décors, les vêtements, les visages qui fleurissent bon les années trente. Mais cet archaïsme est aussi un anachronisme, souligné par la présence de motos et magnétophones japonais. A mi-chemin entre le chromo exotico-colonial et une scène de Mogador provincial, le décor et les personnages qui semblent sortis d'un Conrad gagné par la débauche doivent chercher du côté de la théâtralisation forcée et forcenée des phantasmes, une espèce d'opéra onirique qui se remplirait moins d'acteurs que de récitants. Pauvres phantasmes, pesantes chimères. Que cela vienne de Jean Genêt ne sauve pas les images, ça passe mieux dans l'écriture qui préserve une part de mystère. Ce mystère est évacué par le film au profit d'une obscurité où rien ne se discerne vraiment qui ne soit d'abord souligné par le texte. Théâtre, messe, rituel, gestes pour rien, comme perdus d'avance, opaques, peut-être illisibles.

Piotr Gourmandisch



POLOGNE

DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS DANS LES RUES A L'APPEL DE SOLIDARNOSC

• La réponse de Jaruzelski: 4 000 arrestations et 3 morts

EN dépit du dispositif d'intimidation mis en place depuis plusieurs jours, et des arrestations préventives et des déclarations menaçantes de la Junte bureaucratique du général Jaruzelski, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue le 31 août dans toute la Pologne. « Personne, en Pologne comme à l'étranger, ne doit se bercer d'illusions et croire qu'on puisse organiser des spectacles de rue pour télévisions étrangères » déclarait le général Kiszczak une semaine plus tôt. Le ministre de l'Intérieur se montrait confiant dans le bon sens de la population « qui est avec nous et n'a donné son appui aux violeurs de l'ordre et de la loi ».

Les images de manifestations entrevues à la télévision auront suffi à convaincre chacun qu'il s'agissait bien d'une « foule artificielle, arrêtant artificiellement les tramways » disait le commentaire du journal télévisé polonais le 31 au soir... « Regardez ces gens, ressemblent-ils à des ouvriers ? » poursuivait le commentateur. Les « terroristes » et les « contre-révolutionnaires » étaient en tout cas nombreux dans les rues de Varsovie, et ils ressemblaient à s'y méprendre à une foule de jeunes travailleurs en colère !

L'appel de la direction de Solidarité, par la voix de Zbigniew Bujak a donc été entendu. « Si le cap du mois d'août est franchi dans le calme pour le pouvoir, cela signifiera pour lui que la population et Solidarité sont très faibles, brisés, et qu'il peut alors délégaliser le syndicat », disait-il dans un bulletin de la mi-août. Pour qui a suivi le développement du mouvement de résistance et les progrès d'organisation de Solidarité dans la clandestinité, ces manifestations ne constituent pas une surprise. Les nombreux affrontements de rue qui se sont succédé dans diverses villes depuis le 13 mai indiquaient clairement la volonté des travailleurs, et des jeunes en particulier, d'en découdre avec les forces de l'ordre.

A Wrocław, le 13 juin, les ZOMOS ont même essuyé une sérieuse raclée, comme le relatent plusieurs articles des bulletins clandestins. Coincés dans une rue, ils se sont vus attaqués de toutes parts, recevant sur la tête des meubles, des cheminées, des bouteilles remplies d'essence et même des fers à repasser qui leur étaient jetés des étages supérieurs ; « Une part importante du matériel répressif fut détruite, ainsi que quelques voitures ». Les pétards, les gaz lacrymogènes et les canons à eau dont ils disposaient n'empêchèrent pas leur déroute finale, certains d'entre eux cherchant même refuge dans les maisons qu'ils avaient attaquées sauvagement quelques heures plus tôt. Les nombreux jeunes qui participèrent durant près de



Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade de Pologne à Paris le 31 août

14 heures à ces affrontements et qui ne s'étaient jamais heurtés frontalement aux tanks de la milice et de l'armée ont bien sûr tiré de précieux enseignements de cette expérience sur le plan de l'autodéfense. Par ailleurs, les manifestations de rue ont l'avantage de révéler aux yeux de tous la force du mouvement de résistance, « on ne peut taire les manifestations. Le pouvoir en a peur » dit Z. Bujak

Le pas suivant c'est la grève générale

Mais c'est une forme d'action qui a aussi ses limites. Une fois les manifestants rentrés chez eux et leur force collective dispersée, l'appareil répressif reprend de son efficacité, même si le nombre d'arrestations et de blessés résultant en général de ces affrontements n'a pu jusqu'ici venir à bout des mobilisations. On ne saurait surestimer les capacités de résistance d'une population confrontée à une situation économique de plus en plus difficile — la baisse du pouvoir d'achat qui devait atteindre 30 % au terme des hausses de prix pourrait bien se monter à 50 % d'ici la fin de l'année selon les dernières estimations. D'autant plus que les grèves locales et sporadiques sont elles aussi apparues comme un instrument peu efficace avec le temps : dans beaucoup de cas, elles ont entraîné des licenciements massifs sans possibilité de riposte, les travailleurs des autres entreprises n'en étant informés. « Il ne faut pas poursuivre ce genre d'activité, il faut se préparer à la grève générale », en concluait un ouvrier d'URSUS

tellectuels, des gens de la culture, de l'opinion publique mondiale. Il y a eu des marches, des manifestations, des grèves. L'expression de la colère et de ces protestations traduisent bien sûr le refus de la guerre de la part de la société — mais cela n'a eu aucun effet sur le WRON : le pas suivant, c'est la

«A BAS LA JUNTE»...

«VIVE SOLIDARITE»... «LIBEREZ WALESA»...

TROIS morts à Lubin, près de Legnica, où le couvre-feu a été instauré, de même qu'à Wrocław, des centaines de blessés. Ce bilan sanglant — et certainement très incomplet à l'heure où nous écrivons — des manifestations qui marquaient l'anniversaire des accords de Gdansk ne saurait masquer le fait que c'est Solidarité qui est apparu victorieuse face au pouvoir ce 31 août.

Le quadrillage systématique des principales villes polonaises par des colonnes de blindés, les dizaines — voire les centaines — d'arrestations opérées à la veille du 31 août, les manœuvres ostensibles des troupes du Pacte de Varsovie aux portes mêmes de la capitale, la saisie de deux émetteurs de Solidarité à Varsovie juste avant la mobilisation : tout cela n'aura pas suffi à empêcher des dizaines de milliers de personnes de manifester dans tout le pays aux cris de « A bas la Junte ! », « Vive Solidarité », « ZOMO = Gestapo » et même « Divorçons d'avec l'URSS ». Pour tenter de disperser la foule, la milice a fait usage de gaz lacrymogènes au point de rendre l'atmosphère irrespirable durant des heures, jouant de la matraque et n'hé-

sitant pas à tirer sur les ouvriers comme elle l'avait déjà fait en décembre. A Varsovie, le va-et-vient des ambulances et des voitures-pompier toutes sirènes hurlantes témoignait de la violence des affrontements. Au milieu de la nuit, la bataille faisait encore rage en de nombreux points où les manifestants avaient érigé des barricades, sans se laisser impressionner par le vrombissement des hélicoptères qui passaient et repassaient sur la foule.

Tous les médias occidentaux s'accordent à souligner le caractère massif de ces mobilisations que l'Humanité a le front de présenter comme des « accrochages ». La presse soviétique, elle, a expliqué à son habitude que « les forces antisocialistes ont déployé une campagne de provocation en vue d'aggraver la situation. Elles ont coordonné leur action avec les centres subversifs étrangers ». Qu'elle insiste sur les « colonnes de voyous » et les « nervis déchaînés qui ont opposé une résistance à la milice » n'a pas de quoi nous étonner. Plus étonnant en revanche est le fait qu'elle ait rendu compte en détail des manifestations où « la foule arborait des insignes de Solidarité, scandant des slogans anti-

gouvernementaux et a tenté d'ériger des barricades après s'être donné le plus souvent rendez-vous dans les églises ». Quand on sait que les médias soviétiques avaient lancé une campagne hystérique d'information contre Solidarité quelques jours avant le coup de force du 13 décembre, il n'y a pas là de quoi rassurer.

Mais il n'y a pas non plus de raison de considérer l'intervention soviétique comme inéluctable. Les difficultés internes et externes auxquelles elle se trouverait confrontée si elle prenait une telle décision ne sont un mystère pour personne. Le fait même que la milice polonaise ait usé des matraques et des canons à eau plus souvent que des armes à feu témoigne de ce que les bureaucraties polonaise et soviétique n'étaient pas prêtes à déclencher l'affrontement final.

Quant aux ouvriers polonais, eux, ils n'ont pas dit leur dernier mot. Ils n'accepteront pas la mort de leurs frères tombés sous des balles assassines et ne sont pas prêts à reconnaître le pouvoir d'une Junte prête à tout pour sauvegarder les privilèges d'une minorité.

Jacqueline Allio